



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BURKINA FASO**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU DEVELOPPEMENT  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BURKINA FASO 2016





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BURKINA FASO**  
**Ministère de l'Economie, des Finances**  
**et du Développement**  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BURKINA FASO 2016



## TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Environnement international.....	7
2. Evolution économique dans l'UEMOA.....	8
3. Evolution économique au Burkina Faso.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1- Balance commerciale.....	14
1.1.1- Exportations de biens.....	15
1.1.2- Importations de biens.....	18
1.2- Balance des services.....	19
1.2.1- Exportations de services.....	20
1.2.2- Importations de services.....	20
1.3- Compte du revenu primaire.....	20
1.4- Compte du revenu secondaire.....	21
II- COMPTE DE CAPITAL.....	22
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	23
2.2- Transferts en capital.....	23
III- COMPTE FINANCIER.....	23
3.1- Investissements directs étrangers.....	24
3.2- Investissements de portefeuille.....	24
3.3- Dérivés financiers.....	24
3.4- Autres investissements.....	24
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	25
4.1- Actifs et engagements de la Banque Centrale.....	25
4.2- Actifs et engagements des autres institutions de dépôts.....	25
4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts.....	26
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	26
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	26
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette.....	27
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette.....	27
CONCLUSION.....	28
ANNEXES.....	29

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations.....	14
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....	15
Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2012 à 2016.....	22
Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2012 à 2016.....	22
Tableau 5 : Evolution des actifs et engagements de la Banque Centrale.....	25
Tableau 6 : Evolution des actifs et engagements des AID .....	26

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels.....	7
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2012 à 2016.....	9
Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2012 à 2016.....	10
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2012 à 2016.....	12
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2012 à 2016.....	13
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2012 à 2016.....	13
Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2012 à 2016.....	14
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2012 à 2016.....	16
Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2012 à 2016.....	20
Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2012 à 2016.....	21
Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2012 à 2016.....	23

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AID</b>	: Autres Institutions de Dépôts
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BID</b>	: Banque Islamique de Développement
<b>BIDC</b>	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
<b>BOAD</b>	: Banque Ouest Africaine de Développement
<b>BRVM</b>	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>BTP</b>	: Bâtiments et Travaux Publics
<b>CAF</b>	: Coût Assurance Fret
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CFA</b>	: Communauté Financière Africaine
<b>DGC</b>	: Direction Générale du Commerce
<b>DGCOOP</b>	: Direction Générale de la Coopération
<b>DGD</b>	: Direction Générale des Douanes
<b>DGTCP</b>	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DTS</b>	: Droits de Tirage Spéciaux
<b>FAGACE</b>	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
<b>FAO</b>	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>FOB</b>	: Free On Board
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>INSD</b>	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
<b>ISBLM</b>	: Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
<b>MBP5</b>	: Manuel de la Balance des Paiements, 5 <sup>ème</sup> édition
<b>MBP6</b>	: 6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
<b>MSFM</b>	: Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PEG</b>	: Position Extérieure Globale
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PNG</b>	: Position Nette du Gouvernement
<b>SCN</b>	: Système de Comptabilité Nationale
<b>SYSCOA</b>	: Système Comptable Ouest Africain
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UMOA</b>	: Union Monétaire Ouest Africaine

## AVANT-PROPOS

Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union. Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2016.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie traduisent l'incidence financière des relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier reflète les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette : en effet, les débits enregistrés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde négatif du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Depuis 2011, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édicté en 2009, prend en compte les développements liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Les comptes extérieurs de l'année 2016<sup>1</sup> prennent en compte les résultats de la migration des statistiques monétaires vers le manuel 2000 des statistiques monétaires et financières du FMI. Cette migration a entraîné des évolutions dans certains agrégats monétaires. En outre, les estimations de la production artisanale d'or, réalisées en 2017 par l'INSD à travers l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage, ont été prises en compte.

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, contribuent à la formation du solde de la balance des paiements.

=====

<sup>1</sup> La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

## RESUME

L'année 2016 a été marquée par une décélération de la croissance mondiale, qui est passée de 3,4% en 2015 à 3,2% en 2016, induite par le ralentissement de l'activité économique des pays avancés. Le volume du commerce international de biens et services a crû de 2,4% en 2016, après une hausse de 2,8% un an plus tôt.

Dans la zone UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 6,7% en 2016, après une croissance de 6,3% un an plus tôt. La croissance en 2016 est imputable à la bonne orientation de la production dans le secteur tertiaire.

Au Burkina Faso, l'accroissement du PIB est ressorti en accélération à 5,9% en 2016, comparativement à 2015. En particulier, la production céréalière a enregistré une hausse de 9,0% après un repli de 6,3% en 2015. Le taux d'inflation a affiché une baisse de 0,2% en moyenne annuelle en 2016, contre une moyenne de +0,3% enregistrée au niveau de l'UEMOA, et une hausse de 0,9% en 2015.

Dans ce contexte, le solde de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 239.401 millions au titre de l'année 2016, après une consolidation de 283.570 millions un an plus tôt.

Le déficit du compte des opérations courantes s'est atténué de 67.007 millions entre 2015 et 2016 pour se situer à 462.365 millions. Cette évolution positive du compte courant a été imprimée par la diminution du déficit de la balance des biens et services. La balance commerciale s'est améliorée de 142.348 millions, à la faveur de l'augmentation des exportations. Le déficit de la balance des services s'est accentué de 2,8%. Le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 32.289 millions. Sous l'effet du recul des appuis budgétaires mobilisés par l'Etat, le compte du revenu secondaire s'est altéré en ressortant excédentaire de 241.138 millions. En part du PIB, le déficit de la balance courante s'est replié en 2016, pour se situer à 6,9% (8,1% hors dons officiels) contre 8,6% en 2015 (10,6% hors dons officiels).

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 150.143 millions, en recul de 3.631 millions par rapport à 2015, soit -2,4%. Cette variation reflète le reflux des dons projets au profit de l'Administration publique.

En ce qui concerne le compte financier, il a dégagé des entrées nettes de ressources au Burkina Faso à hauteur de 554.912 millions, contre des entrées nettes de 654.867 millions en 2015, soit un repli de 15,3%. Cette évolution est en ligne avec le ralentissement des entrées nettes au titre des autres investissements, les entrées nettes d'investissements directs et d'investissements de portefeuille s'étant accrues.

Du fait des évolutions ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont contractés de 70.927 millions tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 310.328 millions. Il en résulte un excédent de 239.401 millions correspondant au solde global de la balance des paiements enregistré en 2016.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice de 3.009.789 millions, contre -2.726.572 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 10,4%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers.



## INTRODUCTION

La balance des paiements est un instrument d'analyse et d'aide à la décision économique qui traduit la situation de compétitivité de l'économie vis-à-vis du reste du monde.

### 1. Environnement international

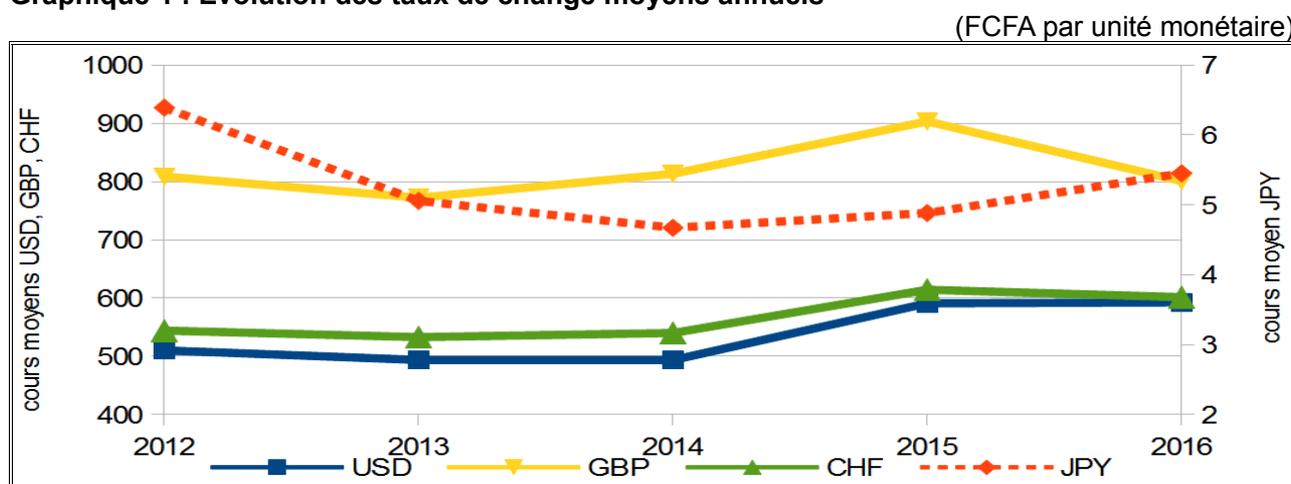
Dans les pays industrialisés, la croissance économique a ralenti à 1,7% en 2016, après 2,2% en 2015, en dépit des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la baisse des cours du pétrole. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est située à 1,5% en 2016, après 2,9% en 2015, en relation avec une activité plus faible que prévue au premier semestre de l'année. La vigueur du dollar et la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises ont affecté l'activité économique notamment dans le secteur manufacturier. Dans la Zone euro, la progression du PIB s'est limitée à 1,8% en 2016, après une réalisation de 2,0% en 2015. La croissance de la consommation privée est restée modeste et l'investissement privé, bien que soutenu par l'assouplissement des conditions de financement, a faibli. Les craintes liées au choc du Brexit ont également exercé un effet modérateur sur l'activité économique.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, en se situant à 4,3% en 2016. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 7,1% en 2016, après 8,0% en 2015. Le Brésil est demeuré en récession avec une contraction de 3,6% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions sociopolitiques. En Russie, l'économie s'est stabilisée avec une baisse limitée à 0,2%, après un repli de 2,8% en 2015, en liaison avec la reprise des prix du pétrole, la levée des sanctions internationales et l'assouplissement des conditions financières. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1,4% en 2016, contre 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La croissance au Nigeria a également pâti de la baisse des recettes pétrolières et son corollaire sur les pénuries de devises, pour se contracter de 1,6%, après une réalisation de 2,7% un an auparavant.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 0,8% en 2016, après une réalisation de 0,3% en 2015. Dans les pays émergents et en développement, il a légèrement diminué en passant de 4,7% en 2015 à 4,3% en 2016.

En 2016, le cours de l'euro, en moyenne annuelle, s'est déprécié de 0,3% et 10,4% respectivement face au dollar des Etats-Unis d'Amérique et au yen japonais, et s'est apprécié de 2,1% et 12,8% vis-à-vis du franc suisse et de la livre sterling. Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport aux monnaies des pays industrialisés.

**Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels**



Note : USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique ; GBP : Livre britannique ; CHF : Franc suisse ; JPY : Yen japonais  
Source : BCEAO

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées sur une base annuelle. Les cours du pétrole (-11,3%), du cacao (-7,7%) et du caoutchouc (-1,1%) se sont repliés, tandis que ceux de la noix de cajou (+13,3%), de l'huile palmiste (+21,7%), de l'huile de palme (+13,8%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) se sont renforcés.

## 2. Evolution économique dans l'UEMOA

L'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a évolué dans un environnement sous-régional marqué par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, important partenaire commercial de certains pays de la Zone. Cependant, les économies de l'Union ont fait preuve de résilience, grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'amélioration du climat socio-politique et sécuritaire.

Les dernières estimations indiquent une progression du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union, en termes réels, de 6,7% en 2016 contre 6,3% en 2015. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications. Le secteur secondaire a été le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 2,2 points imputable essentiellement à la vigueur des investissements publics et privés, qui ont progressé respectivement de 13,4% et 3,7% en 2016. La contribution du secteur primaire s'est élevée à 0,8 point, en hausse de 0,1 point par rapport à 2015, en raison de l'augmentation de la production vivrière (+7,5%) et des principales spéculations (coton graine, arachide et caoutchouc). L'activité économique est restée bien orientée dans l'ensemble des Etats membres de l'Union au cours de l'année 2016, en particulier en Côte d'Ivoire et au Sénégal, où la croissance du PIB en volume est ressortie respectivement à 9,3% et 6,7%.

Au cours de l'année 2016, le taux d'inflation moyen dans l'Union s'est établi à 0,3%, contre une réalisation de 1,0% enregistrée l'année précédente. L'évolution du niveau général des prix en 2016 reflète essentiellement la décélération des prix des denrées alimentaires, résultant de l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers. Ce ralentissement du rythme de progression des prix a été accentué par le repli des prix des produits pétroliers, en rapport avec l'orientation baissière des cours mondiaux du pétrole brut, observée depuis 2014.

En 2016, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ainsi que par une hausse des dépenses courantes. Dans ce contexte, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire en dégradation par rapport à l'année 2015. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 2.341,9 milliards à fin décembre 2016, contre 2.205,4 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit a enregistré une légère amélioration de 0,1 point pour se situer à 4,0% en 2016, consécutive à la baisse de 0,2 point de pourcentage du PIB des dépenses totales entre 2015 et 2016, atténuée par le repli de 0,1 point de pourcentage du PIB des recettes totales et dons.

La situation extérieure de l'Union a été caractérisée par un solde courant déficitaire qui n'a pu être entièrement couvert par la mobilisation de l'épargne extérieure pour la deuxième année consécutive. Ainsi, l'équilibre global des paiements extérieurs de l'UEMOA en 2016 s'est traduit par un solde déficitaire de 951,2 milliards. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 4,8%, contre 6,0% enregistré une année plus tôt, soit une amélioration de 1,2 point de pourcentage du PIB. Cette évolution s'explique essentiellement par un recul des déficits de biens et services (+1,5% du PIB), dont les effets sont atténués par la détérioration du solde du compte du revenu primaire (-0,2% du PIB).

L'action monétaire de la Banque Centrale au cours de l'année 2016 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité bancaire notamment le taux directeur, les opérations de refinancement et le dispositif des réserves obligatoires.

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2016, comparée à fin décembre 2015, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire consécutif à la progression des créances intérieures. Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont contractés sur la période.

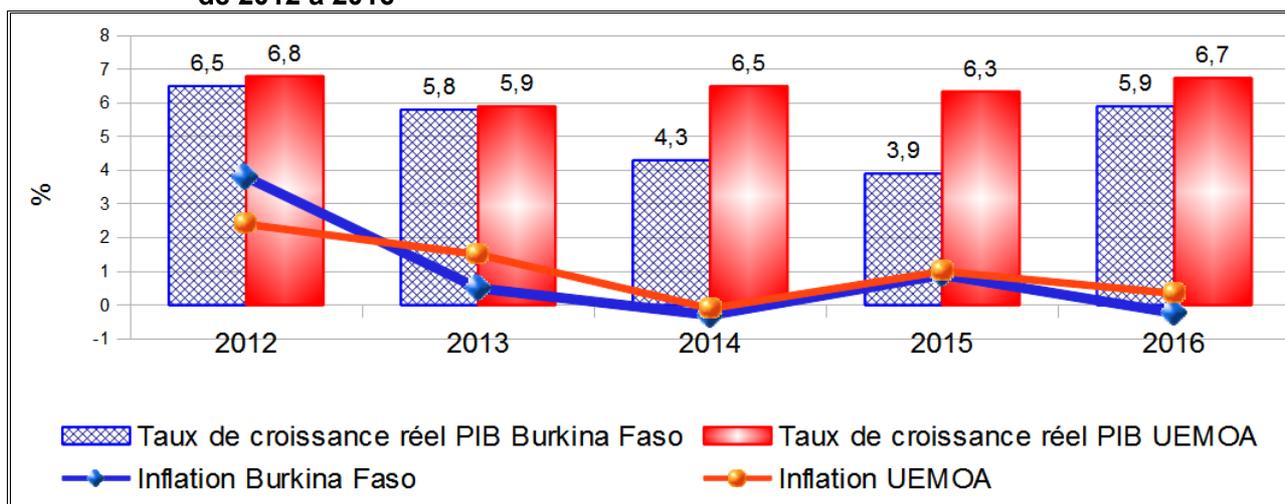
Au titre de l'année 2016, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières se sont inscrits en hausse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont affiché des progressions annuelles de 9,8% et 3,9% respectivement. La capitalisation boursière du marché des actions a atteint 7.706 milliards au 31 décembre 2016, soit une progression de 2,7%. La valeur des transactions s'est inscrite dans la même tendance haussière, en enregistrant une augmentation de 21,7%.

### 3. Evolution économique au Burkina Faso

Le contexte économique a été marqué en 2016 par une pluviosité favorable, une normalisation des institutions et un retour progressif de la confiance des investisseurs, en dépit d'une situation sécuritaire fragile.

Au total, le PIB réel a enregistré un taux de croissance de 5,9% contre 3,9% en 2015, en deçà de celui enregistré en moyenne dans l'espace UEMOA en 2016. Ce regain de la croissance est imputable à la progression de l'activité du secteur primaire. Le PIB à prix courants est ressorti à 6.704,2 milliards en 2016 contre 6.162,5 milliards en 2015, soit une hausse de 8,8%.

**Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2012 à 2016**



Source : BCEAO

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré une hausse de 9,0% après un repli de 6,3% l'année précédente, ressortant à 4.567.066 tonnes en 2016, en raison de l'installation à bonne date de la saison pluvieuse.

La production de coton graine est également ressortie en accroissement, s'établissant à 693.982 tonnes en 2016, après 588.200 tonnes en 2015, correspondant à une hausse de 18,0% d'une campagne à l'autre, sous l'effet de la progression de 12,0% des superficies emblavées. En ce qui concerne l'élevage et la pêche, une progression de 4,8% de la valeur ajoutée du sous-secteur a été enregistrée, en liaison avec les actions d'amélioration de la sécurité alimentaire du bétail et du potentiel génétique du cheptel.

L'activité du secteur secondaire a bénéficié en 2016 d'une bonne impulsion dans les sous-secteurs des industries extractives et de la construction, dont la valeur ajoutée, en termes réels, a affiché des hausses respectives de 5,3% et 7,7%. S'agissant du secteur tertiaire, l'activité s'est accélérée, sous l'impulsion tant des services non marchands que des services marchands.

En ce qui concerne l'inflation, l'année 2016 a été marquée par une légère baisse du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'IHPC, est ressortie à -0,2% contre une moyenne de +0,3% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une hausse de 0,9% en 2015. L'inflation en 2016 résulte principalement des évolutions contrastées des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,0%), « Transport » (-4,1%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-0,7%) et « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (-0,3%). Elle est restée modérée et conforme à la norme communautaire (+3,0% au maximum).

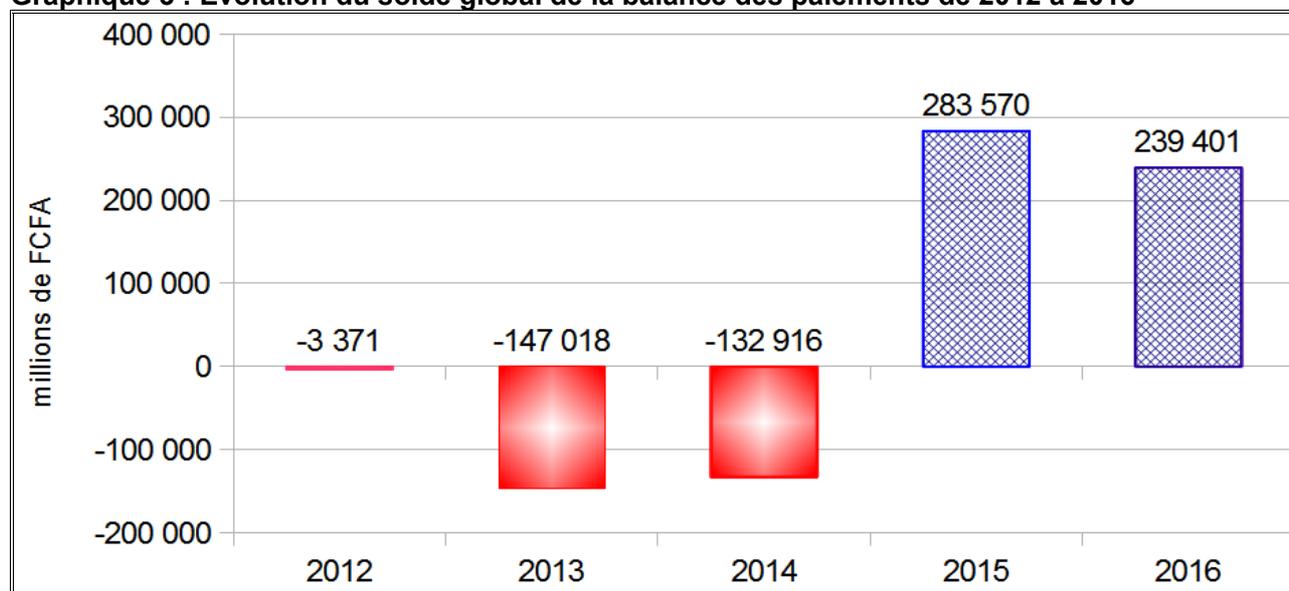
Les opérations financières de l'Etat, exercice 2016, ont été exécutées dans un contexte marqué par une situation relativement difficile au plan national et international, avec toutefois, un effort particulier dans la mobilisation des recettes. Le déficit budgétaire global, base engagements, est ressorti à 3,8% du PIB en 2016 contre 2,0% en 2015. Le solde global, base caisse, est ressorti déficitaire de 138,7 milliards à fin décembre 2016 et la couverture de ce déficit a été assurée par la mobilisation de concours extérieurs nets à hauteur de 105,8 milliards et intérieurs nets pour 31,8 milliards. Le taux de pression fiscale s'est amélioré de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 16,0% en 2016.

L'évolution de la situation monétaire a été caractérisée, entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016, par une progression de la masse monétaire de 291,4 milliards (+11,7%), sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets (+239,0 milliards, soit +146,4%) et du crédit intérieur (+10,8 milliards, soit +0,5%).

La consolidation des avoirs extérieurs nets est exclusivement imputable aux banques (+310,2 milliards), les AEN de l'Institut d'émission s'étant réduits (-71,2 milliards). L'évolution des créances secteurs autres que l'Administration publique est imputable à la progression des créances sur les secteurs autres que l'administration publique qui se sont accrus de 6,0% pour s'établir à 2.074,5 milliards à fin 2016, les créances nettes sur l'Administration centrale ayant baissé (-106,3 milliards).

Résultant de l'évolution de la conjoncture internationale et nationale, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts<sup>2</sup>, s'est établi à +239,4 milliards à fin 2016, à la faveur de la hausse des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts autres que la BCEAO.

**Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2012 à 2016**



Source : BCEAO

<sup>2</sup> Après la prise en compte des effets de réévaluation au cours de la période, découlant des variations des taux de change et des autres variations.

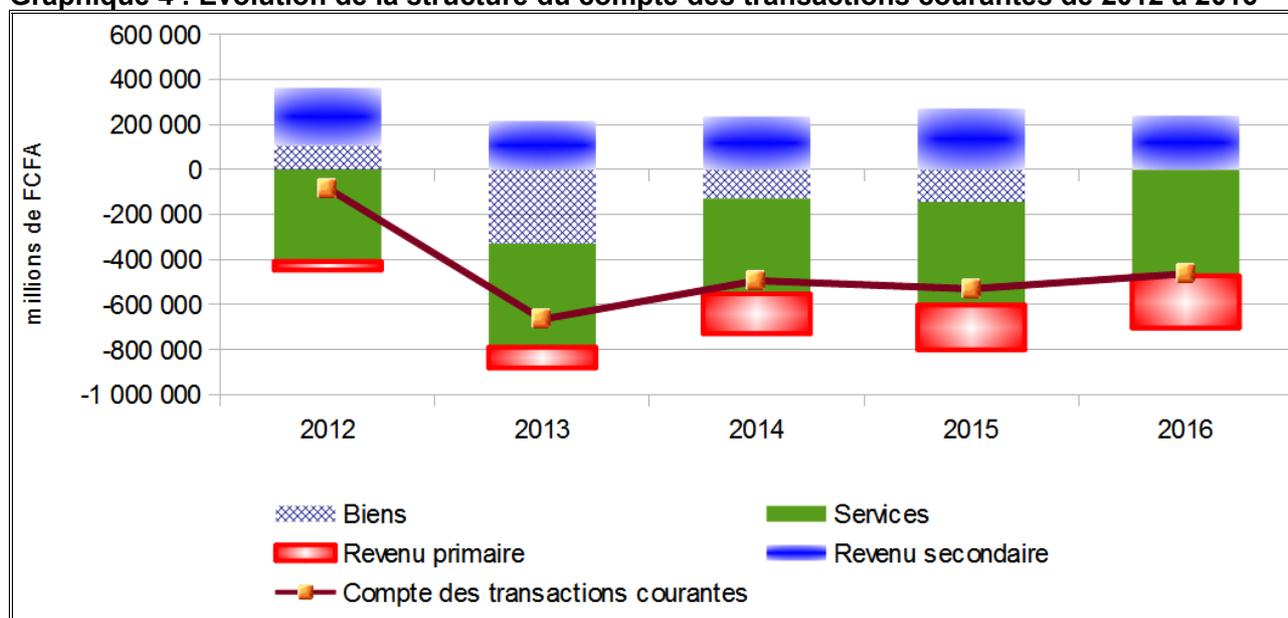
La suite du rapport est subdivisée en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes regroupe le compte des biens et services, le compte du revenu primaire ainsi que le compte du revenu secondaire. En 2016, le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 462.365 millions contre -529.372 millions une année plus tôt, soit une amélioration de 67.007 millions (-12,7%). Cette évolution du solde courant est le reflet de la diminution du déficit de la balance des biens et services. Elle a cependant été accentuée par le creusement du déficit du compte de revenu primaire et le repli de l'excédent du compte du revenu secondaire.

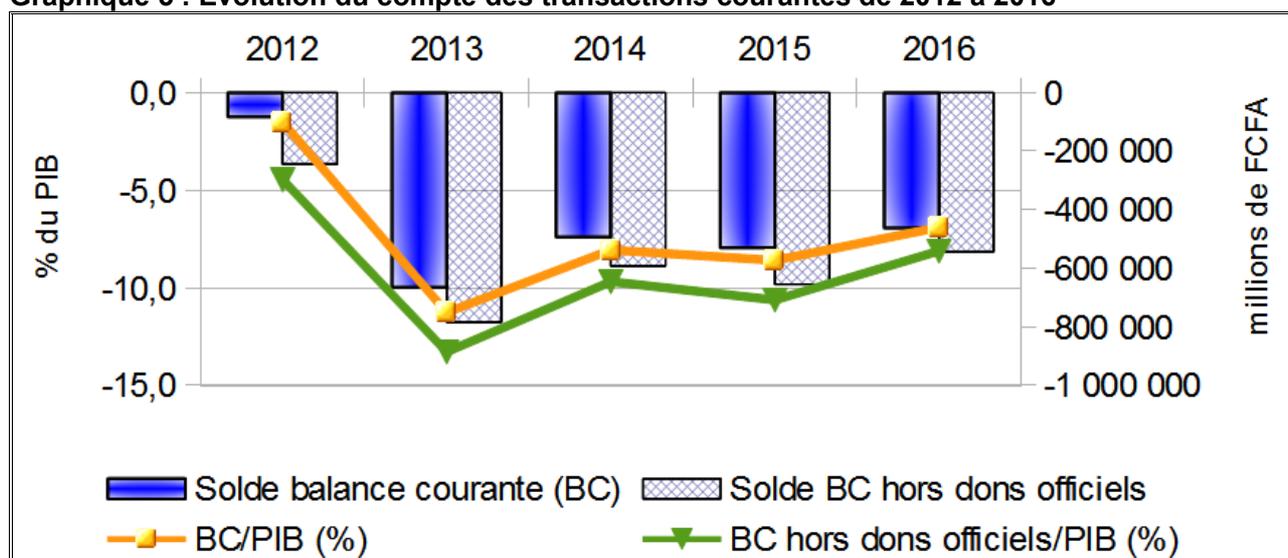
Le solde de la balance des biens est en quasi équilibre en affichant un léger déficit de 378 millions, en opposition aux déficits importants relevés en 2015, 2014 et 2013. Un excédent commercial historique avait été enregistré en 2011 et 2012 en relation avec la bonne tenue des exportations d'or non monétaire. Les déficits du poste du revenu primaire se creusent sensiblement au terme des trois dernières années, en relation avec les rémunérations de plus en plus importantes des investissements. L'orientation excédentaire de la balance du revenu secondaire traduit l'importance des envois de fonds des migrants, les appuis budgétaires reçus par le Burkina Faso ayant baissé.

**Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2012 à 2016**



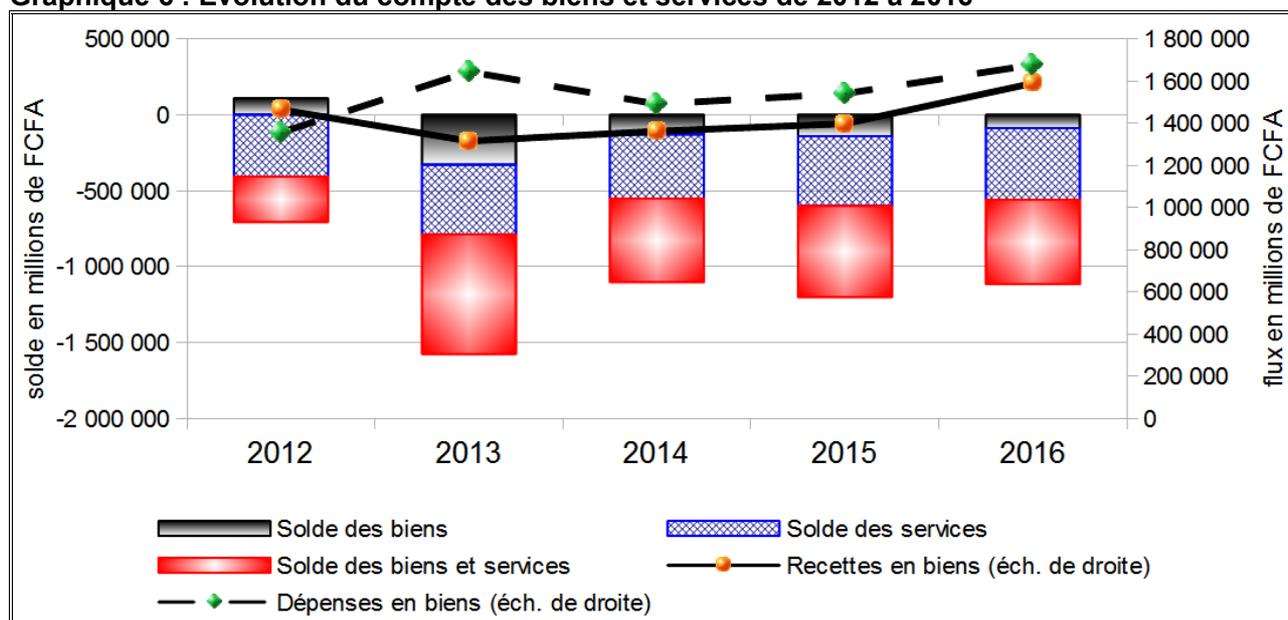
Source : BCEAO

Rapporté au PIB, le déficit de la balance courante s'est légèrement atténué, passant de -8,6% en 2015 à -6,9% en 2016. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -8,1% du PIB en 2016, après -10,6% une année auparavant. Sur la période 2012-2016, ce ratio s'est établi à -9,2% en moyenne.

**Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2012 à 2016**

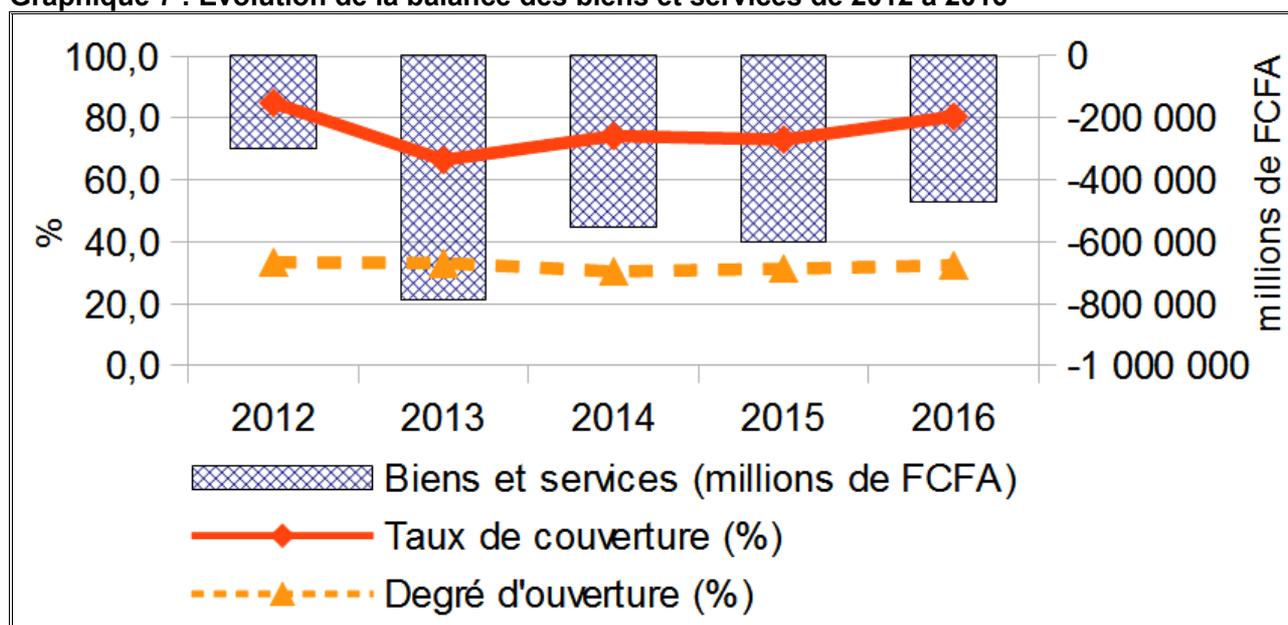
Source : BCEAO

Le déficit des échanges de biens et services s'est atténué de 21,6% en 2016, comparativement à 2015, en liaison avec l'augmentation des exportations (+19,1%) plus importante que celle des importations (+8,1%).

**Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2012 à 2016**

Source : BCEAO

En outre, le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 32,4%, en progression de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2015. En moyenne, sur la période 2012-2016, cet indicateur est ressorti à 32,1%.

**Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2012 à 2016**

Source : BCEAO

Le besoin de financement de l'économie, qui est la somme des comptes courant et de capital, est ressorti à 312.224 millions en 2016, après 375.598 millions un an plutôt, soit une amélioration de 16,9%. En pourcentage du PIB, il s'est établi à 4,7% au lieu de 6,1% en 2015. Le besoin de financement est attribuable à la balance des biens et services et au compte du revenu primaire. Le surplus dégagé par les soldes du compte du revenu secondaire et du compte de capital ont permis d'atténuer ce besoin.

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette extérieure (paiements des amortissements et intérêts) aux exportations de biens et services, est demeuré stable à 3,0% en 2016, par rapport à 2015. Cette stabilité reflète l'amélioration concomitante des exportations de biens et services de 19,1%, malgré l'augmentation du service de la dette extérieure de 20,5% en un an pour s'établir à 58.726 millions (correspondant à 0,9% du PIB et 4,8% des recettes budgétaires).

**Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations**  
(montants en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Exportations de biens et services</b>	1 679 153	1 560 648	1 586 066	1 628 744	1 939 242
<b>Service de la dette extérieure</b>	34 730	38 846	45 506	48 754	58 726
<b>Service dette extérieure/Exportations (%)</b>	2,1	2,5	2,9	3,0	3,0

Sources : BCEAO, INSD, DGTCP

### 1.1- Balance commerciale

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international<sup>3</sup>. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont

<sup>3</sup> Le négoce international est l'achat de biens par un résident (de l'économie qui établit la balance des paiements) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question.

effectués sur les statistiques du commerce extérieur. Ces statistiques, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui permettent de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

**Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens**

(en millions de FCFA)

Nature des opérations	2015		2016	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
<b>Statistiques douanières FOB / CAF</b>	<b>1 312 696</b>	<b>1 821 729</b>	<b>1 499 275</b>	<b>1 983 523</b>
Ajustements sur l'or non monétaire (*)	81 231		171 371	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA (**)	8 770	1 274	9 135	3 547
Autres ajustements de valeurs (***)	-5 003	28 463	-3 420	28 241
Fret et assurances		-311 046		-338 572
Fret		-264 389		-287 786
Assurances		-46 658		-50 786
<b>Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)</b>	<b>1 397 695</b>	<b>1 540 420</b>	<b>1 676 361</b>	<b>1 676 739</b>

(\*) L'ajustement sur l'or non monétaire correspond à la valorisation de la quantité d'or exportée par l'écart de prix entre le cours mondial et le prix moyen calculé à partir des données douanières. Au titre de l'année 2016, cette rubrique intègre également les estimations de l'or non monétaire exporté à partir de la production artisanale.

(\*\*) Le commerce non contrôlé intra-UEMOA est estimé sur la base des statistiques relatives aux billets en franc CFA en circulation.

(\*\*\*) Les autres ajustements de valeurs concernent les transactions de biens non retracées dans les statistiques douanières tels que l'électricité.

Note : en raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : BCEAO, INSD

Au titre de l'année 2016, la balance commerciale a affiché un solde déficitaire de 378 millions, après -142.726 millions en 2015. L'amélioration du solde de la balance des biens tient avant tout à une hausse des exportations (+19,9%), plus marquée que l'accroissement des importations (+8,8%). Les importations de biens ont été couvertes à hauteur de 100,0% par les exportations en 2016, après un taux de couverture de 90,7% un an auparavant.

### 1.1.1- Exportations de biens

#### 1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données douanières traitées par l'INSD<sup>4</sup> et ajustées pour les besoins de la balance des paiements<sup>5</sup>, les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.676.361 millions, en hausse de 19,9% comparativement à l'année 2015. Les exportations de marchandises générales se sont accrues de 12,1% pour s'établir à 580.148 millions, de même que celles d'or non monétaire ont progressé de 24,7% pour atteindre 1.091.752 millions. Les réexportations ont été valorisées à 39.360 millions, contre 19.950 millions une année plus tôt. Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations relativement au PIB, est ressorti à 25,0%, après 22,7% en 2015.

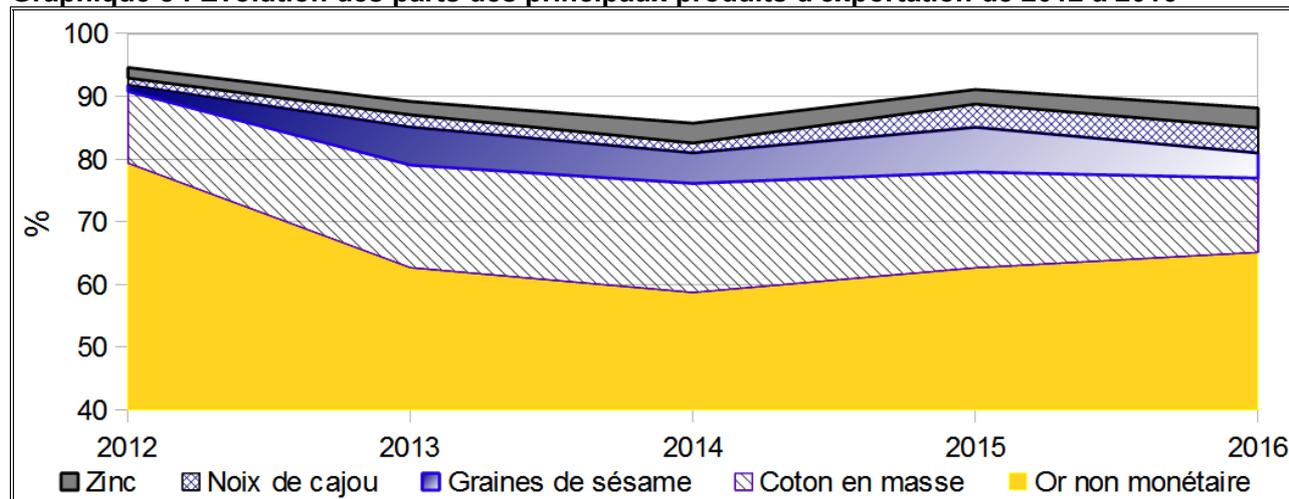
4 Traitement avec le logiciel EUROTRACE en ne prenant en compte que les opérations dont le régime douanier entre dans la définition du commerce extérieur.

5 Prise en compte du commerce non contrôlé et des autres ajustements de valeur. Cf tableau 2.

### 1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2016 sont : l'or non monétaire avec une part de 65,1% dans le total de la valeur des exportations, suivi du coton en masse (11,8%), des graines de sésame (4,0%), de la noix de cajou (4,0%) et du zinc (3,2%). En 2012, année du dernier excédent commercial, l'or non monétaire avait représenté 79,4% de la valeur des exportations, à la faveur de cours mondiaux historiquement élevés. En 2016, l'or extrait par les sociétés minières a été exporté principalement à destination de la Suisse (86,0%), de l'Inde (8,1%) et de l'Afrique du Sud (5,7%). S'agissant du coton, les destinations privilégiées ont été la Suisse (40,4%), Singapour (28,2%), la Grèce (10,7%), la France (10,5%) et le Royaume-Uni (8,8%).

**Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2012 à 2016**



Source : BCEAO

La hausse des exportations de biens est particulièrement marquée pour l'or non monétaire (+24,7%), le zinc (+62,6%) et la noix de cajou (+30,1%). A l'opposé, les exportations de graines de sésame (-32,5%) ainsi que de coton fibre (-7,0%), deuxième produit d'exportation, ont affiché une baisse sur un an pour se situer respectivement à 67.415 millions et 198.443 millions. En effet, les sociétés cotonnières ont exporté au total 244.841 tonnes de coton fibre en 2016<sup>6</sup>, après 277.436 tonnes un an auparavant, à la suite de la baisse de 17,1% de la production de coton graine au cours de la campagne 2015/2016. Le prix d'achat du coton graine avait été augmenté de 10 FCFA/Kg pour être fixé à 235 FCFA/Kg au titre de la campagne 2015/2016, soit de 4,4%. Le prix moyen à l'export, pour sa part, s'est redressé de 5,4%, passant de 769.309 FCFA la tonne de coton fibre en 2015 à 810.497 FCFA la tonne en 2016.

S'agissant des exportations d'or, qui occupent le premier rang des produits vendus à l'étranger depuis 2009, elles se sont fixées à 1.091.752 millions en 2016, en hausse de 24,7% sur un an, après un accroissement de 9,5% en 2015. Cette progression s'explique par la bonne orientation du prix de l'or et la hausse des quantités produites et exportées (41.855 Kg en 2016, après 36.351 kg en 2015). La production artisanale d'or exportée a représenté près de 8,0% de la production totale en 2016.

<sup>6</sup> La production totale de coton fibre est ressortie à 249.344 tonnes au titre de la campagne 2015/2016. Une quantité de 4.500 tonnes a été cédée à la FILSAH par la SOFITEX.

### **Encadré : Enquête Nationale sur le Secteur de l'Orpillage (ENSO)**

L'ENSO, première enquête du genre, a été organisée en 2017 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), en collaboration avec le Ministère en charge des mines et le Ministère chargé de l'administration territoriale.

Depuis 2009, l'or est le premier produit d'exportation du Burkina Faso. Cependant, le développement de l'exploitation artisanale d'or a été insuffisamment pris en compte dans les statistiques officielles, notamment dans les comptes nationaux. En effet, la production informelle d'or est estimée à 26,7 milliards de FCFA en 2015 dans le PIB, soit une production d'environ une tonne d'or. Les statistiques du Ministère chargé des mines estiment la production artisanale d'or à moins d'une tonne par an. En revanche, le rapport général de la Commission de l'enquête parlementaire sur le secteur minier réalisé en 2016 a estimé que la production artisanale de l'or était comprise entre 15 et 30 tonnes par an.

La production artisanale d'or est celle effectuée par les quatre types d'exploitants d'or, à savoir les gestionnaires de puits, les exploitants d'or par balayage, grattage ou ramassage, les exploitants d'or par creusage de petits puits et ceux qui procèdent par retraitement des rejets.

De cette enquête, il ressort que la production artisanale s'est établie à 9,5 tonnes en 2016 et a généré 231,3 milliards en termes de revenus. Cette production est inégalement répartie selon les régions. En effet, la région du Sud-Ouest a concentré près de 50% de la production artisanale en 2016, suivie de la région du Nord (25%). La région du Centre-Nord, pourtant première en termes de nombre de sites d'exploitation artisanale, n'a occupé que la quatrième place.

On a dénombré au total 448 sites de production d'or fonctionnels en 2016, dont 338 sites de production artisanale et 10 sites semi-mécanisés répartis dans douze des treize régions que compte le pays. Les sites de production artisanale d'or sans autorisation d'exploitation de l'autorité compétente (Ministère des mines et des carrières) sont au nombre de 376.

L'effectif total des emplois directs est estimé à 140.196 personnes en 2016, dont 114.879 dans l'exploitation d'or, 22.037 dans la prestation de services connexes (concassage, broyage, lavage, etc.) et 3.280 dans l'achat de l'or produit.

Les investissements totaux impliqués par l'activité d'orpillage se sont élevés à 6,8 milliards en 2016, principalement impulsés par les régions du Nord et du Sud-Ouest (62,4% de l'investissement total). En termes de part d'investissement, les gestionnaires de puits ont occupé 98,3% des investissements totaux en 2016 contre 1,7% pour les autres exploitants.

Les principales recommandations issues de cette enquête sont :

- un meilleur suivi de la vente de l'or issu de la production artisanale, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ce qui améliorerait la collecte des recettes minières et affinerait les statistiques macroéconomiques ;
- une extension du champ de l'étude aux comptoirs agréés et aux sites semi-mécanisés dont les informations n'ont pas pu être captées dans le cadre la présente étude ;
- la mise en place d'un dispositif permettant d'actualiser les données à travers la réalisation d'études similaires avec une périodicité bien définie.

*P. M. : au titre de la balance des paiements 2016, la quantité d'or artisanal exportée a été estimée à 3,3 tonnes.*

Source : INSD

Les exportations de zinc<sup>7</sup>, dont l'exploitation a été lancée en janvier 2013 à Perkoa, ont été valorisées à 53.156 millions, en progression de 62,6% sur une année, sous l'effet conjugué de la hausse de la production et des cours internationaux. En effet, la production est passée de 137.301 tonnes en 2015, troisième année d'exploitation de la mine, à 169.224 tonnes en 2016, soit une hausse de 23,2%. Sur la même période, les prix ont enregistré une augmentation de 31,9% en FCFA. Concernant la noix de cajou, les exportations se sont élevées à 67.087 millions (94.035 tonnes en 2016, contre 109.101 tonnes en 2015), soit une évolution positive de 30,1% sous l'effet de l'amélioration des prix à l'exportation en FCFA (+50,9%), les quantités ayant baissé sur la période (-13,8%). Les ventes à l'extérieur des graines de sésame ont baissé de 32,5% en 2016 par rapport à 2015 pour s'établir à 67.415 millions (159.838 tonnes, contre 122.000 tonnes en 2015), en lien avec la baisse des prix moyens pratiqués (-48,5%).

La hausse de 97,3% des réexportations est portée par les sorties hors du territoire douanier burkinabè, principalement vers le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Mali, de matériels lourds entrant dans le cadre de travaux de construction ou d'exploitation minière.

### **1.1.1.3- Orientation géographique des exportations**

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe sont demeurés les principaux destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2016, avec une part de marché de 60,1%. La part importante des exportations vers l'Europe est portée par les ventes d'or, principalement à destination de la Suisse (86,0% du total des exportations d'or des sociétés minières en 2016, après 76,5% en 2015). L'Asie est le deuxième continent de destination des exportations du Burkina Faso depuis 2015, avec une valeur totale représentant 20,0% en 2016, en repli de 3,7 points de pourcentage en un an. En particulier, Singapour, premier partenaire asiatique en termes d'exportations, a enregistré 40,8% des exportations vers ce continent. Singapour importe du Burkina Faso de la fibre de coton (60,4%), de la noix de cajou (23,7%) et des graines de sésame (13,9%). Les expéditions en direction de l'Inde, deuxième partenaire asiatique en termes d'exportations, sont constituées à 96,4% d'or non monétaire. Le continent africain a enregistré 13,8% des exportations en provenance du Burkina Faso. Les exportations d'or non monétaire en direction de l'Afrique du Sud font de ce pays le premier partenaire du Burkina Faso en Afrique.

En ce qui concerne les exportations intra-UEMOA, elles ont représenté 3,9% des exportations totales du Burkina Faso. Le Togo et le Mali ont été les premiers pays de destination au sein de l'Union, avec respectivement 1,4% et 0,8% du total des exportations. S'agissant du Togo, les produits exportés ou réexportés sont essentiellement des graines de sésame (53,4%) et de la noix de cajou (13,0%). Les produits vendus aux résidents maliens sont composés notamment de tourteaux, de graines de coton (26,6%) et d'huile alimentaire (18,8%).

## **1.1.2- Importations de biens**

### **1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens**

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur<sup>8</sup>, se sont situées à 1.983.523 millions en 2016, contre 1.821.729 millions un an plus tôt, soit une augmentation de 8,9%, liée essentiellement à la hausse des importations de biens d'équipement. Les données ajustées pour les besoins de la balance des paiements font ressortir des importations totales FOB de 1.676.738 millions. Les importations de biens ont représenté 25,0% du PIB en 2016, comme en 2015.

### **1.1.2.2- Composition des importations de biens**

La structure des importations (en valeur) révèle, sur les cinq (05) dernières années, une prédominance de cinq (05) groupes de produits que sont : les « Biens d'équipement » (27,0%), les « Produits

<sup>7</sup> Zinc non allié, sous forme brute, contenant en poids moins de 99,99% de zinc.

<sup>8</sup> Produites par l'INSD

pétroliers » (21,5%), les « Matières premières » (14,7%), les « Produits alimentaires » (11,7%) et les « Produits chimiques » (10,3%). Sur la période 2012-2016, en moyenne, les produits pétroliers ont occupé le premier rang des importations, suivis des biens d'équipement.

En 2016, la facture énergétique a baissé de 6,4% sur un an, en ligne avec la baisse de 11,3% du prix en dollar du pétrole sur les marchés internationaux. Les achats d'hydrocarbures proviennent notamment de la Côte d'Ivoire, du Ghana et de la Russie. Les importations de biens d'équipement (+11,7%), de produits alimentaires (+11,5%), de produits chimiques (+10,9%) et de matières premières (+3,2%) se sont accrues. En particulier, le riz, principal produit alimentaire importé, a enregistré des quantités importées en progression de 22,1% en 2016, atteignant 63.505 millions en valeur, contre 52.022 millions un an auparavant.

### **1.1.2.3- Orientation géographique des importations**

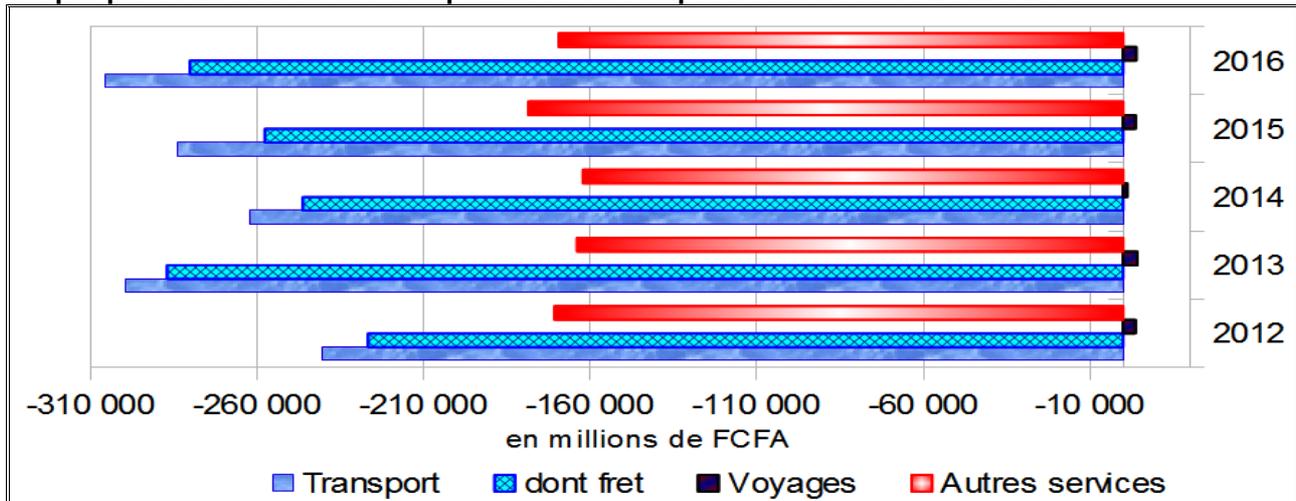
La répartition par origine des importations du Burkina Faso demeure quasiment identique sur les cinq (05) dernières années. Au titre de l'année 2016, les trois principales zones d'approvisionnement ont été les pays d'Afrique avec 36,9% de part du marché, suivis de ceux d'Europe avec 25,6% et d'Asie avec 22,7%. Les importations en provenance d'Europe concernent notamment les produits pharmaceutiques et alimentaires, celles d'origine d'Afrique et d'Asie portent essentiellement sur les biens d'équipement et alimentaires. Par rapport à 2015, les importations en provenance de l'Europe (-16,3%) se sont repliées, contrairement à celles opérées à partir de l'Afrique (+29,6%) de l'Asie (+18,4%). S'agissant des importations en provenance du continent américain, elles ont progressé de 19,0% sur un an, tirées par celles originaires des Etats-Unis (produits pharmaceutiques, engins lourds de construction, etc.).

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 25,9% du total. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni plus de la moitié des importations originaires de l'Union (57,2%), suivie du Togo avec une part de 19,0%. En 2016, le Burkina Faso a importé de la Côte d'Ivoire principalement des produits pétroliers (27,3%, huiles moteur notamment), des produits à base de tabac (16,2%) et de l'électricité (18,3%). Les importations en provenance du Togo portent essentiellement sur le clinker (50,6%). Une part de 5,0% du total des importations provient des autres pays de la CEDEAO.

## **1.2- Balance des services**

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Le solde de la balance des services, structurellement déficitaire, s'est dégradé de 2,8% en passant de -458.740 millions en 2015 à -471.359 millions en 2016, sous l'impulsion de la hausse des services de transport (+7,7%), dictée par l'accroissement des importations en 2016.

En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes pour le transport similaire au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire en 2016 de 280.290 millions, après un solde de -257.825 millions réalisé un an auparavant. La progression de ce déficit en 2016 tient avant tout à l'augmentation du volume des marchandises importées par rapport à l'année 2015 (+8,8%). Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours à l'étranger à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent de 4.006 millions au lieu de 3.775 millions enregistré en 2015.

**Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2012 à 2016**

Source : BCEAO

### 1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2016, les exportations de services se sont situées à 262.880 millions, en hausse de 13,8% sur un an. En effet, les exportations des services de transport ont enregistré une croissance de 14,3%, ressortant à 38.626 millions. S'agissant des recettes de voyages, elles se sont accrues de 11,5% en relation avec la normalisation de la situation sociopolitique du pays. Les recettes de tourisme réglées par les autres résidents de l'UEMOA se sont situées à 40.493 millions, soit une augmentation de 4,3%. Les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, ont crû de 14,7% pour s'établir à 152.104 millions. L'accroissement des activités des entreprises de BTP de droit burkinabè dans la sous-région est à l'origine de cette orientation.

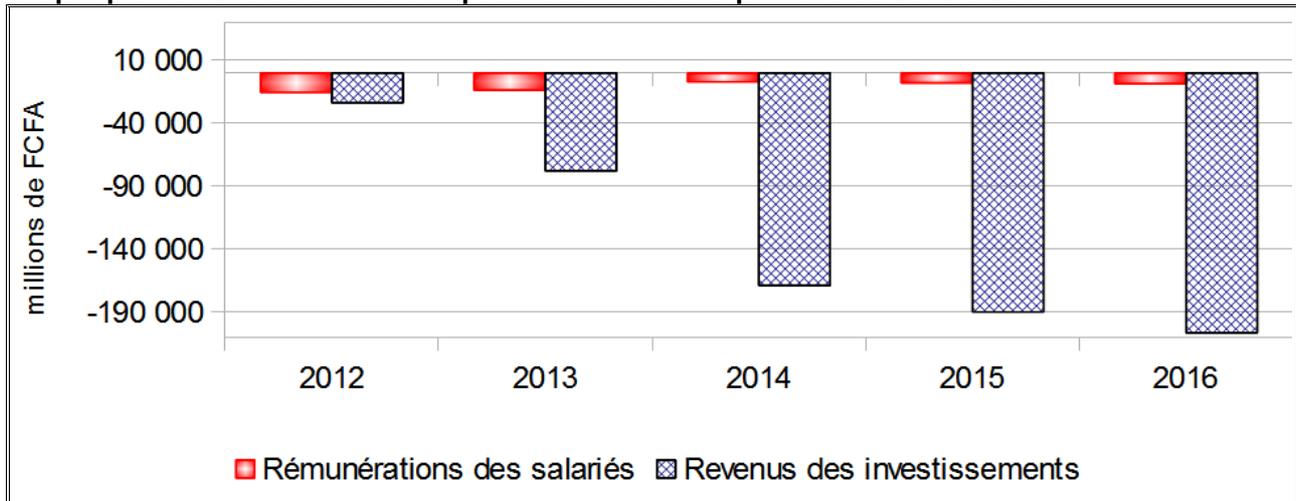
### 1.2.2- Importations de services

En passant de 689.790 millions en 2015 à 734.240 millions en 2016, les importations de services ont enregistré une hausse de 6,4%, en liaison notamment avec la croissance des importations des services de transport (+8,4%) qui se sont établies à 344.452 millions. Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents a augmenté de 8,8% pour ressortir à 287.786 millions, soit en moyenne 17,2% de la valeur FOB des marchandises importées comme en 2015, amplifiant la progression des importations de biens CAF. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont progressé de 11,9% en 2016, après un repli de 6,8% un an auparavant, expliqué par une année 2015 difficile sur le plan économique. Dans la même dynamique, les dépenses de tourisme effectuées dans les pays membres de l'Union ont affiché une hausse de 17,2% sur une année.

### 1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 32.289 millions en 2016, en s'établissant à -231.767 millions. Cette dégradation est expliquée par la progression des paiements nets aux non-résidents de revenus au titre des investissements (+16.550 millions) et de la rémunération des salariés dans une moindre mesure (+591 millions).

**Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2012 à 2016**

Source : BCEAO

L'accroissement du déficit des revenus du travail provient notamment de la hausse des flux sortants (+1.876 millions), en relation avec la progression des rémunérations versées aux travailleurs non-résidents, et ce, en phase avec l'accélération des services de construction, de télécommunication et financiers en 2016.

Les paiements nets de revenus du capital aux non-résidents se sont accrus sous l'effet d'une hausse des flux sortants (+18.028 millions) plus intense que celle des flux entrants (+1.478 millions). Cette évolution reflète essentiellement l'accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements directs (+19.812 millions), notamment dans les secteurs minier, des télécommunications, des finances et de l'industrie manufacturière. La charge des intérêts versés dans le cadre du service de la dette publique extérieure s'est établie à 16.812 millions, en progression de 5,9%, dont 13.919 millions au titre de la dette multilatérale. Les paiements d'intérêt de la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Mondiale (5.263 millions), de la BAD (2.428 millions), de la BOAD (2.399 millions) et de la BID (1.148 millions). Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêt au titre de la dette bilatérale sont la République de Chine-Taïwan (1.015 millions), le Koweït (941 millions) et l'Arabie Saoudite (347 millions).

#### 1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 241.138 millions en 2016, contre 271.572 millions en 2015, le solde excédentaire du compte de revenu secondaire a enregistré une baisse de 11,2%, imputable à l'atténuation des transferts en faveur de l'Administration publique.

En effet, les transferts courants nets au profit de l'Administration publique ont baissé de 23,9% pour se situer à 110.989 millions en 2016. Cette évolution est portée par la diminution de 35,0% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale. Les appuis budgétaires de l'Union européenne (-39,3%), de la Suisse (-11,2%), du Danemark (-8,4%) et de la Banque mondiale (-6,8%) se sont affichés en repli en 2016. Seuls ceux de la France se sont accrus, passant de 1.312 millions en 2015 à 4.264 millions en 2016. En revanche, contrairement à 2015, l'Etat burkinabè n'a pas mobilisé de dons programmes auprès de l'Allemagne et de la BAD en 2016. Par ailleurs, les paiements effectués au titre de la contribution aux organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre, ont reculé, passant de 16.338 millions en 2015 à 15.924 millions un an après.

L'aide alimentaire a progressé de 23,1% en 2016 pour s'établir à 18.779 millions. Les fournisseurs de

cette forme d'aide sont le PAM (90,2%) et le Japon (9,8%). S'agissant de l'aide d'assistance et de secours d'urgence, elle a été évaluée à 3.758 millions, en régression de 11,3% par rapport à 2015. Les principaux partenaires pourvoyeurs de cette forme d'aide sont la Chine-Taiwan (68,9%) et la FAO (30,4%).

**Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2012 à 2016**  
(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	179 531	128 174	114 318	145 871	110 989
- dont aide budgétaire reçue	165 892	119 100	98 936	124 830	81 198
Autres secteurs	75 747	88 749	121 770	125 701	130 149
- dont envois de fonds des travailleurs reçus	99 294	144 282	179 699	211 510	132 492
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>255 278</b>	<b>216 922</b>	<b>236 088</b>	<b>271 572</b>	<b>241 138</b>

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 3,5% pour ressortir à 130.149 millions en 2016. Cette évolution découle de l'accroissement des réceptions de fonds des travailleurs à l'étranger (+3,1%). La tendance haussière des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement à la reprise de la croissance économique en Côte d'Ivoire, principal pays de provenance de ces fonds, en contraste avec l'atonie de la croissance en Europe (Italie notamment). Les transferts de fonds reçus des migrants proviennent en 2016 pour 51,9% des autres pays de l'UEMOA, 18,3% de l'Europe et 14,0% de l'espace CEMAC. Pour le cas particulier de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire concentre 71,1% des envois de fonds, suivie du Mali (12,2%), du Niger (4,6%) et du Bénin (4,0%). Les envois de fonds des migrants résidents au Burkina Faso en direction des pays de l'Union se sont accrus de 2,7% pour se situer à 56.251 millions. Les principales destinations sont la Côte d'Ivoire (39,7%), le Mali (17,1%) et le Togo (13,9%). En outre, la progression du revenu secondaire du secteur privé est attribuable à l'amélioration du solde excédentaire des transferts reçus par ce secteur au titre de la coopération internationale. En effet, les transferts courants dont les ISBLM ont bénéficié, notamment dans le cadre des actions de lutte contre la pauvreté, se sont établis à 19.153 millions en 2016, en légère baisse sur un an (-1,9%).

## II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les transferts en capital, ainsi que l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2016, le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 150.143 millions, en recul de 3.631 millions par rapport à 2015, soit -2,4%. Cette baisse a été imprimée par le reflux de transferts en capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

**Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2012 à 2016**  
(en millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	75	-216	35	147	172
Transferts en capital	137 704	238 628	200 154	153 627	149 971
Administration publique	111 609	205 200	157 510	105 211	98 992
dont dons projets	111 609	205 200	157 510	105 211	98 992
Autres secteurs	26 095	33 428	42 644	48 416	50 979
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>137 779</b>	<b>238 412</b>	<b>200 189</b>	<b>153 774</b>	<b>150 143</b>

Sources: BCEAO, DGTCP, DGCOOP

## 2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits ont dégagé un solde de +172 millions en 2016 au lieu de +147 millions une année auparavant. Cet excédent provient d'un niveau de cessions d'actifs non financiers non produits supérieur à celui des acquisitions.

## 2.2- Transferts en capital

En s'établissant à 149.971 millions en 2016, les transferts en capital ont baissé de 3.656 millions, en relation principalement avec le repli de ceux au profit de l'Administration publique.

Les transferts en capital en faveur de l'Administration publique, en s'établissant à 98.992 millions, ont enregistré une chute de 5,9%, après des baisses de 33,2% et 23,2% en 2015 et 2014 respectivement, en lien avec l'évolution des dons projets reçus. Ces transferts ont atteint leur plus bas niveau des cinq (5) dernières années, après le pic de 205.200 millions atteint en 2013.

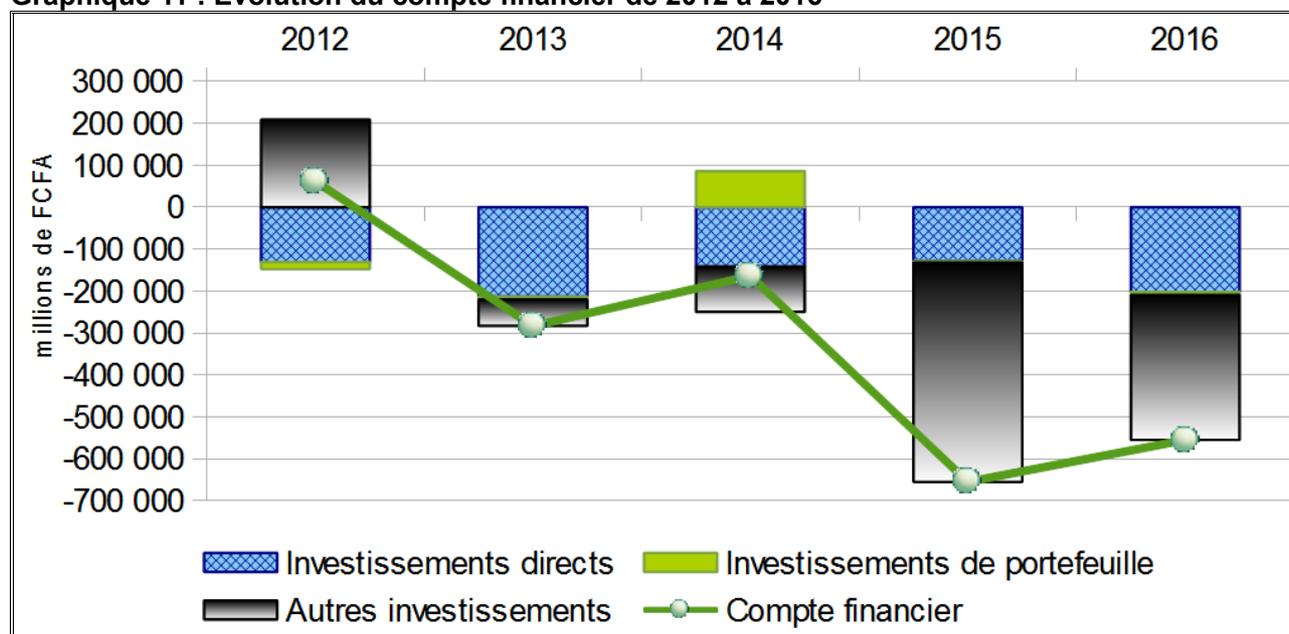
S'agissant des transferts en capital des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 13.225 millions en 2016, correspondant à une hausse de 5,3% sur un an.

## III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2016, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de 554.912 millions, après 654.867 millions en 2015, soit une baisse de 99.955 millions. Cette situation est due essentiellement à une décélération des autres investissements, ceux directs et de portefeuille ayant enregistré un afflux plus important sur un an.

Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2012 à 2016



Source : BCEAO

### 3.1- Investissements directs étrangers

Les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des entrées nettes de 201.554 millions en 2016, après des entrées nettes de 128.764 millions en 2015, soit une amélioration de 72.790 millions. Cette accélération est expliquée principalement par l'augmentation des investissements directs dans le secteur minier, à la faveur de l'extension (SEMAFO) ou de la construction de nouvelles mines d'or (HOUNDE GOLD OPERATION, NETIANA MINING COMPANY, KIAKA GOLD SA). Ces entrées nettes de capitaux sont portées par des instruments de dette (61,3%), des réinvestissements de bénéficiaires (20,9%) et des titres de participation (17,8%). Elles ont été opérées notamment à partir de pays d'Amérique du Nord et de la zone euro, d'une part, et ont bénéficié particulièrement aux secteurs d'activités extractives, de l'industrie manufacturière et des finances, d'autre part.

Les investissements directs burkinabè à l'étranger se sont accrus de 21.592 millions entre 2015 et 2016, sous l'effet des titres de participation (+13.688 millions), des instruments de dette (+6.935 millions) et des bénéficiaires réinvestis (+989 millions), essentiellement dans les pays de l'UEMOA.

### 3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au cours de l'année 2016, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de 7.925 millions, à la suite d'entrées nettes de 2.981 millions enregistrées une année plus tôt, soit une augmentation de 4.944 millions. Ces entrées nettes sont dues à celles issues de titres de participation et parts de fonds de placement (11.382 millions) effectuées par les non-résidents au Burkina Faso. Ces opérations ont toutefois été compensées par les sorties nettes des titres de créances, qui se situent à 9.888 millions, en ligne notamment avec l'acquisition de titres publics de l'Union par des résidents burkinabè.

### 3.3- Dérivés financiers

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique, négociable sur des marchés de gré à gré ou sur des marchés organisés, par lequel les entreprises peuvent se couvrir contre les risques de marché, de liquidité, de contrepartie ou politique.

Durant l'année 2016, aucune opération n'a été enregistrée au titre des dérivés financiers, comme en 2015.

### 3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 432.163 millions, après des entrées nettes de 523.122 millions affichées en 2015. Ces entrées nettes sont imputables à l'Administration publique et au secteur privé non bancaire.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 145.822 millions en 2016 après des entrées nettes de 89.179 millions en 2015. Cette évolution procède d'un accroissement du stock de la dette publique extérieure de 143.822 millions en 2016, accentuée par la baisse de la monnaie fiduciaire et des dépôts détenus par le secteur public (1.185 millions). Le stock de la dette extérieure publique a représenté 24,4% du PIB, après un niveau de 24,2% en 2015.

Les transactions des autres investissements du secteur privé se sont soldées par des entrées nettes de capitaux de 287.156 millions, après des entrées nettes de 433.943 millions en 2015. Ces entrées nettes sont imputables à des crédits commerciaux et des opérations sur les autres comptes à recevoir et à payer vis-à-vis des non-résidents.

#### IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les actifs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

##### 4.1- Actifs et engagements de la Banque Centrale

Les principaux actifs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 62.720 millions en 2016 pour s'établir à -70.927 millions, après un repli de 8.207 millions en 2015. Ce recul des actifs extérieurs nets de la BCEAO est porté par le gonflement des engagements extérieurs (+7,7%), accentué par la contraction des actifs extérieurs bruts (-18,1%). Les crédits et prêts du FMI, mobilisés dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le Gouvernement, se sont accrus pour s'établir à 129.837 millions (+5,9%).

**Tableau 5 : Evolution des actifs et engagements de la Banque Centrale**  
(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2015	Autres flux	31 déc. 2016
<b>ACTIFS</b>	<b>41 163</b>	<b>61</b>	<b>33 777</b>
Position de réserve au FMI	7 072	42	21 162
Droits de tirage spéciaux (DTS)	30 950	20	10 062
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	2 621	0	2 039
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	520	0	513
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>822 699</b>	<b>350</b>	<b>886 529</b>
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	122 408	255	129 837
Droits de tirage spéciaux (DTS)	48 079	95	48 173
Numéraires et dépôts détenus	130 868	0	144 558
Autres comptes à payer	128 117	0	128 117
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>-781 536</b>	<b>-289</b>	<b>-852 752</b>
<b>Variations des Actifs extérieurs nets</b>	<b>-8 207</b>		<b>-70 927</b>

Source : BCEAO

(\*) Les autres flux concernent les changements des actifs et passifs financiers dus à d'autres causes que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit de l'annulation unilatérale d'une dette par le créancier, des gains et pertes de détention (variations de taux de change et de prix), et des reclassements.

##### 4.2- Actifs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts correspond au solde de leurs actifs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse sensible des actifs bruts qui passent de 966.849 millions à fin décembre 2015 à 1.456.826 millions à fin décembre 2016, soit une progression de 50,7% (+489.977 millions), contenue par des engagements en augmentation de 179.649 millions sur la même période. Ainsi, les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts ont progressé de 310.328 millions en 2016, après une hausse de 291.777 millions enregistrée en 2015.

**Tableau 6 : Evolution des actifs et engagements des AID**  
(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2015	Autres flux	31 déc. 2016
<b>ACTIFS</b>	<b>966 849</b>	<b>0</b>	<b>1 456 826</b>
dont banques et correspondants	112 955	0	112 955
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>146 699</b>	<b>0</b>	<b>326 348</b>
dont banques et correspondants	92 353	0	92 353
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>820 150</b>	<b>0</b>	<b>1 130 478</b>
<b>Variations des Actifs extérieurs nets</b>	<b>291 777</b>	<b>0</b>	<b>310 328</b>

Source : BCEAO

#### 4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Le besoin de financement dégagé sur les opérations courantes et de capital avec les non-résidents (312.224 millions) a été largement couvert par le solde des transactions financières (554.912 millions). Cette situation se traduit par un solde global de la balance des paiements excédentaire, qui vient consolider le stock d'actifs extérieurs à la disposition de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts, après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à +239.401 millions en 2016, après un solde de 283.570 millions un an auparavant.

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### 5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Par opposition au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'avoirs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'avoirs et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2016, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 3.009.789 millions, contre -2.726.572 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 10,4%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers. En effet, les passifs ont enregistré une progression de 19,6%, passant de 8.475.539 millions à 10.134.923 millions entre 2015 et 2016. Cette évolution est attribuable principalement à l'accroissement des passifs des autres investissements (+25,7%). Sur la même période, le stock d'actifs financiers est ressorti à 7.125.134 millions, correspondant à un accroissement de 23,9%. Les avoirs de réserve se sont établis à 33.777 millions au 31 décembre 2016, après une réalisation de 41.163 millions à fin 2015, correspondant à une contraction de 17,9%.

## **5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette**

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie déficitaire de 724.635 millions au 31 décembre 2016, contre un déficit de 653.420 millions à fin 2015. Celle des autres institutions de dépôts est passée de +820.150 millions à fin 2015 à +1.130.478 millions à fin 2016. S'agissant de l'Administration publique, elle a affiché une PEG nette déficitaire de 1.741.695 millions, en détérioration de 11,0% sur un an.

## **5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette**

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA est ressortie créditrice à 426.365 millions à fin décembre 2016. Elle s'est située à -1.034.131 millions et -2.402.022 millions, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

## CONCLUSION

L'année 2016 a été marquée par une croissance mondiale en décélération, qui s'est établie à 3,2% au lieu de 3,4% en 2015, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique des pays avancés. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré une hausse de 8,0%. La croissance du PIB de l'économie burkinabè est ressortie en hausse à 5,9% en termes réels par rapport à 2015. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde excédentaire de 239.401 millions au titre de l'année 2016, après un excédent de 283.570 millions relevé en 2015.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante s'est amélioré de 67.007 millions entre 2015 et 2016 pour se situer à -462.365 millions. Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 24,7% tandis que celles de marchandises générales ont progressé de 12,1%, en lien avec la hausse des ventes à l'extérieur de zinc (+31,9%), celles de coton fibre s'étant repliées de 7,0%. Le déficit courant hors dons officiels est ressorti à 8,1%, après une réalisation de 10,6% en 2015. Le solde déficitaire des services s'est détérioré de 2,8% à la suite de l'accroissement des charges du fret. Le compte du revenu primaire s'est dégradé à la faveur de la hausse des paiements au titre des revenus des investissements. Aussi, celui du revenu secondaire s'est détérioré en raison de la baisse des transferts publics.

Le compte de capital est ressorti en excédent de 150.143 millions, en baisse de 2,4% par rapport à 2015. Cette dégradation est portée par la faible mobilisation des dons projets par l'Etat. En effet, le solde du transfert en capital de l'Administration publique a connu une évolution défavorable de 5,9% sur un an, à 98.992 millions.

En 2016, le solde des opérations financières s'est traduit par des entrées nettes de capitaux de 554.912 millions, après des entrées nettes de 654.867 millions un an auparavant. Les entrées de capitaux dans le cadre des investissements directs, à hauteur de 201.554 millions, expliquent en partie cette évolution.

S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle est passée de -2.726.572 millions à fin 2015 à -3.009.789 millions au 31 décembre 2016, soit une détérioration de 10,4%. Le stock d'avoirs de réserves, s'est établi à 33.777 millions au 31 décembre 2015, contre 41.163 millions un an plus tôt, correspondant à un dégonflement de 17,9%.

Afin de contenir le déficit des transactions courantes, les actions de politique économique ci-après devraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ de la poursuite de la diversification et de la transformation des produits de base pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs minier et cotonnier, et soutenir notamment l'élargissement de la base des exportations ;
- ✓ du renforcement des actions d'amélioration de la compétitivité et de l'environnement des affaires, notamment dans les secteurs agricole et industriel, afin d'amplifier les entrées de capitaux étrangers et de soutenir le développement des PME/PMI exportatrices ;
- ✓ de la maîtrise de l'évolution du compte du revenu primaire, dont le déficit se creuse du fait de la sortie des revenus d'investissement, notamment dans les secteurs minier, financier et des télécommunications ;
- ✓ de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur de l'épargne publique et privée pour soutenir les capacités d'investissement et l'offre financière locales et réduire à terme le creusement des comptes de services et de revenus.

=====

# ANNEXES

## Sommaire des annexes

Annexe 1 : Glossaire.....	31
Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition .....	36
du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale .....	36
dans les pays membres de l'UEMOA.....	36
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée).....	40
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO).....	41
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3.....	42
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions .....	45
Annexe 7 : Compte de transactions courantes.....	46
Annexe 8 : Compte de biens et services.....	46
Annexe 9 : Compte de biens .....	46
Annexe 10 : Evolution des exportations de biens.....	47
Annexe 11 : Exportations par principaux produits.....	47
Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises.....	48
Annexe 13 : Evolution des importations de biens.....	49
Annexe 14 : Importations par principaux produits .....	49
Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016.....	49
Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	50
Annexe 17 : Evolution de la balance des services.....	51
Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016.....	51
Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire.....	51
Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire.....	51
Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs.....	52
migrants intra-communautaires en 2016.....	52
Annexe 22 : Evolution du compte de capital.....	52
Annexe 23 : Evolution du compte financier.....	52
Annexe 24 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements (En millions de FCFA) .....	53
Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette.....	53
Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2016.....	54
Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2016.....	55

## Annexe 1 : Glossaire

### A

#### ■ Actifs ou avoirs extérieurs nets (AEN)

Les AEN correspondent à la différence entre les avoirs extérieurs bruts des institutions de dépôts et leurs engagements extérieurs.

#### ■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains vendus aux ambassades, droits d'exploitation du sous-sol, les droits d'exploitation forestière, les eaux, les droits de pêche, l'espace aérien et le spectre électromagnétique), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation et de survaleur (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

#### ■ Administration publique

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

#### ■ Autres institutions de dépôts ou institutions de dépôts à l'exception de la banque centrale

Ce sont les intermédiaires financiers qui disposent de passifs sous forme de dépôts ou d'instruments financiers assimilables à des dépôts.

#### ■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des administrations publiques, des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

#### ■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

#### ■ Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale dont elle peut disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie et permettre d'emprunter à l'étranger). Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve au FMI.

## B

### ■ Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes)

### ■ Bénéfices réinvestis

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

### ■ Biens

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

## C

### ■ Compte de capital

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe (dons pour investissement, indemnités d'assurance dommage, etc.) ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits.

### ■ Court terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

### ■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux et avances surviennent lorsque le paiement des biens et services n'est pas effectué en même temps que le transfert de propriété d'un bien ou la fourniture d'un service. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

### ■ Crédit intérieur

Le crédit intérieur est constitué de l'ensemble des créances détenues par le système bancaire sur l'Etat (position nette du Gouvernement) et les unités institutionnelles résidentes privées (crédit à l'économie).

## D

### ■ Dette extérieure

C'est l'ensemble des passifs sous forme de dette des résidents d'une économie envers des non-résidents. La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. On soustrait de la dette extérieure brute les actifs financiers des résidents pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

### ■ Dette intérieure

Elle est composée des dettes contractées par les unités institutionnelles résidentes auprès d'acteurs résidents dans le pays.

### ■ Droits de tirage spéciaux

Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont des avoirs de réserve internationaux créés par le FMI et alloués à ses pays membres pour compléter les réserves officielles dont ils disposent déjà. Le DTS est constitué d'un panier de devises librement utilisables (dollar américain, euro, livre sterling et yen). Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, a été incluse dans les DTS.

## E

### ■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés au Burkina Faso par des travailleurs non-résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

### ■ Erreurs et omissions

En principe, les comptes de la balance des paiements sont équilibrés, mais, dans la pratique, des déséquilibres sont causés par les imperfections des données-source et des méthodes d'établissement des statistiques. Calculés par soustraction, les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

## I

### ■ Indices BRVM 10 et BRVM Composite

L'indice BRVM 10 est composé des dix valeurs les plus actives du marché des actions de la BRVM. Il est révisé trimestriellement.

L'indice BRVM Composite retrace l'évolution de toutes les actions cotées, y compris celles du BRVM 10. Un indice boursier est une mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés cotées.

### ■ Intérêt

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

### ■ Investissement de Portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre

résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés. Ils sont détenus sous forme de titres de participation et de titres de créance à long et à court terme.

#### ■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

#### ■ ISBLSM

L'ISBLSM est un sigle signifiant en économie (plus particulièrement pour la comptabilité nationale) Institution sans but lucratif au service des ménages.

## L

#### ■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance initiale supérieure à un an.

## R

#### ■ Résidence

La résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt économique prédominant, indifféremment de la nationalité.

#### ■ Revenu d'investissement

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent (revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve). Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

#### ■ Revenu primaire

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunérations des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissement) ou pour la location de ressources naturelles (loyers). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

#### ■ Revenu secondaire

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

## S

#### ■ Services

Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de

services incluent les transports et les voyages.

## T

### ■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenu primaire et revenu secondaire entre le Burkina Faso et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

### ■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

## V

### ■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses au Burkina Faso des personnes physiques non-résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport.

## U

### ■ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'UEMOA compte 8 pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

### ■ Union Européenne (UE)

L'Union européenne compte actuellement 28 pays (Etats membres) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni (qui a exprimé son intention de se retirer, à la suite du vote en faveur du BREXIT), la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

## Z

### ■ Zone Euro ou Eurozone

C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Sur les 28 États membres de l'UE, 19 utilisent l'euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie, Lettonie et Lituanie.

=====

## **Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA**

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

### **1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFORTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL**

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA a été principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

### **2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES**

#### **2.1 Déroulement des travaux**

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que

l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

## **2.2 Principaux changements opérés**

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

## **3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF EN VIGUEUR**

### **3.1. Nouveau champ des entités enquêtées**

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis comme suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;

- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de 9.

### 3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :
  - ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX<sup>9</sup>, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
  - ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro correspond à la Zone d'ancrage de la parité du FCFA, depuis la création de la devise européenne en 1999 ;
  - ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
  - ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers (ECID) du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

---

<sup>9</sup> Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

### 3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-1.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

### 3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

## 4. DEVELOPPEMENTS RECENTS

Le Fonds Monétaire International a lancé en septembre 2016, avec l'appui financier du Royaume du Japon, un projet d'amélioration des statistiques du secteur extérieur (SSE) au profit des pays francophones d'Afrique occidentale et centrale.

Le projet d'amélioration des SSE a pour objectif principal d'aider les pays d'Afrique francophone à renforcer la qualité de leurs données et à combler les déficits d'informations statistiques en matière de balance des paiements, de position extérieure globale et de dette extérieure. Il devrait aussi favoriser une meilleure intégration économique dans les régions de la CEMAC et de l'UEMOA.

Programmé pour une durée de trois ans, le projet vise à appuyer les efforts déployés par les pays bénéficiaires pour améliorer l'exactitude, les délais de production, la comparabilité et la fiabilité des SSE afin d'affiner l'analyse et d'améliorer la prise de décisions économiques, et ainsi faciliter la surveillance exercée par le FMI.

Dans le cadre de ce projet, il est prévu, chaque année, une assistance technique de deux semaines par pays et une formation des spécialistes de la balance des paiements des pays bénéficiaires sur un thème spécifique.

Au titre du Burkina Faso, une première mission d'assistance technique a eu lieu du 12 au 23 juin 2017 auprès de la Direction Nationale de la BCEAO et des principales structures impliquées dans l'élaboration des comptes extérieurs (INSD, DGTCP, DGD, DGC). La mission a formulé des recommandations en cours de validation, dont la mise en œuvre permettra l'amélioration des SSE du Burkina Faso sur les prochaines années.

=====

**Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)**  
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	2 421 012	2 883 377	-462 365
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	1 939 242	2 410 978	-471 737
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	1 676 361	1 676 739	-378
1.A.a.1	Marchandises générales	580 148	1 676 739	-1 096 591
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	39 360	0	39 360
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 461	0	4 461
1.A.a.3	Or non monétaire	1 091 752	0	1 091 752
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	262 880	734 240	-471 359
1.A.b.3	Transport	38 626	344 452	-305 826
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	7 496	287 786	-280 290
1.A.b.4	Voyage	72 150	68 145	4 006
1.A.b.0	Autres services	152 104	321 643	-169 539
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	104 337	336 104	-231 767
1.B.1	Revenus des salariés	17 382	25 835	-8 452
1.B.2	Revenus des investissements	77 863	284 180	-206 318
1.B.3	Autres revenus primaires	9 092	26 089	-16 997
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	377 433	136 295	241 138
1.C.1	Administrations publiques	127 158	16 169	110 989
1.C.1.4	<i>Dont : Aides budgétaires</i>	81 198		81 198
1.C.2	Autres secteurs	250 275	120 126	130 149
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	218 104	85 612	132 492
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	150 371	228	150 143
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	172	0	172
2.2	Transfert en capital	150 199	228	149 971
2.2.1	Administrations publiques	98 992	0	98 992
	<i>Dont : Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	51 207	228	50 979
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	1 376 105	1 691 616	-315 511
3.1	Investissements directs	29 931	231 485	-201 554
3.2	Investissements de portefeuille	267 092	30 688	236 404
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 086 530	1 429 443	-342 914
3.5	Avoirs de réserves	-7 448	0	-7 448
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-1 195 278	-1 191 989	-3 288

Source : BCEAO

**Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)**  
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	2 421 012	2 883 377	-462 365
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	1 939 242	2 410 978	-471 737
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	1 676 361	1 676 739	-378
1.A.a.1	Marchandises générales	580 148	1 676 739	-1 096 591
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	39 360	0	39 360
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 461	0	4 461
1.A.a.3	Or non monétaire	1 091 752	0	1 091 752
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	262 880	734 240	-471 359
1.A.b.3	Transport	38 626	344 452	-305 826
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	7 496	287 786	-280 290
1.A.b.4	Voyage	72 150	68 145	4 006
1.A.b.0	Autres services	152 104	321 643	-169 539
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	104 337	336 104	-231 767
1.B.1	Revenus des salariés	17 382	25 835	-8 452
1.B.2	Revenus des investissements	77 863	284 180	-206 318
1.B.3	Autres revenus primaires	9 092	26 089	-16 997
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	377 433	136 295	241 138
1.C.1	Administrations publiques	127 158	16 169	110 989
1.C.1.4	<i>Dont : Aides budgétaires</i>	81 198		81 198
1.C.2	Autres secteurs	250 275	120 126	130 149
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	218 104	85 612	132 492
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	150 371	228	150 143
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	172	0	172
2.2	Transfert en capital	150 199	228	149 971
2.2.1	Administrations publiques	98 992	0	98 992
	<i>Dont : Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	51 207	228	50 979
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	893 575	1 448 488	-554 912
3.1	Investissements directs	29 931	231 485	-201 554
3.2	Investissements de portefeuille	17 704	25 629	-7 925
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	845 941	1 191 374	-345 433
3.4.0.3	Administration publique	-1 185	143 822	-145 007
3.4.0.4	Autres secteurs	847 126	1 047 552	-200 426
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-1 195 278	-1 191 989	-3 288
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	482 530	243 129	239 401
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	-482 530	-243 129	-239 401
8.1	Banque centrale	7 448	-63 480	70 927
8.2	Autres institutions de dépôts	-489 977	-179 649	-310 328

Source : BCEAO

**Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3**  
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>2 421 012</b>	<b>2 883 377</b>	<b>-462 365</b>
1.A	- - Biens et services	1 939 242	2 410 978	-471 737
1.A.a	- - - - Biens	1 676 361	1 676 739	-378
1.A.a.1	- - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	580 148	1 676 739	-1 096 591
1.A.a.1.1	- - - - - - Dont : Réexportations	39 360	0	39 360
1.A.a.2	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4 461	0	4 461
1.A.a.2.1	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-373	0	-373
1.A.a.2.2	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	4 834	0	4 834
1.A.a.3	- - - - - Or non monétaire	1 091 752	0	1 091 752
1.A.b	- - - - Services	262 880	734 240	-471 359
1.A.b.1	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	186	2 764	-2 578
1.A.b.2	- - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	647	28 461	-27 814
1.A.b.3	- - - - - Transport	38 626	344 452	-305 826
1.A.b.3.0.2	- - - - - - Fret	7 496	287 786	-280 290
1.A.b.4	- - - - - Voyages	72 150	68 145	4 006
1.A.b.5	- - - - - Travaux de construction	52 734	36 224	16 510
1.A.b.6	- - - - - Services d'assurance et de retraite	3 091	72 430	-69 340
1.A.b.7	- - - - - Services financiers	43 251	58 559	-15 307
1.A.b.8	- - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	416	273	143
1.A.b.9	- - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	28 305	50 536	-22 231
1.A.b.10	- - - - - Autres services aux entreprises	14 286	55 046	-40 761
1.A.b.11	- - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	46	11 520	-11 474
1.A.b.12	- - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	9 142	5 829	3 313
1.B	- - Revenu primaire	104 337	336 104	-231 767
1.B.1	- - - - Rémunération des salariés	17 382	25 835	-8 452
1.B.2	- - - - Revenus des investissements	77 863	284 180	-206 318
1.B.2.1	- - - - - Investissements directs	9 270	246 561	-237 291
1.B.2.1.1	- - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	6 182	217 998	-211 815
1.B.2.1.2	- - - - - - Intérêts	3 088	28 564	-25 476
1.B.2.2	- - - - - Investissements de portefeuille	59 119	9 269	49 850
1.B.2.2.1	- - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de p	1 427	1 020	407
1.B.2.2.2	- - - - - - Intérêts	57 692	8 249	49 443
1.B.2.3	- - - - - Autres investissements	9 474	28 350	-18 876
1.B.2.3.1	- - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	- - - - - - Intérêts	9 474	28 350	-18 876
1.B.2.4	- - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	- - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	- - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3	- - - - Autre revenu primaire	9 092	26 089	-16 997
1.C	- - Revenu secondaire	377 433	136 295	241 138
1.C.1	- - - Administrations publiques	127 158	16 169	110 989
1.C.1.1	- - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	22 910	0	22 910
1.C.1.2	- - - - Cotisations sociales	0	245	-245
1.C.1.3	- - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	- - - - Coopération internationale courante	103 735	15 924	87 811
1.C.1.5	- - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	513	0	513
1.C.1.5.1	- - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	- - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	250 275	120 126	130 149
1.C.2.1	- - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	218 104	85 612	132 492
1.C.2.1.1	- - - - - Envois de fonds des travailleurs	218 104	85 612	132 492
1.C.2.2	- - - - Autres transferts courants	32 171	34 514	-2 343
1.C.2.0.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	148	0	148
1.C.2.0.2	- - - - - Cotisations sociales	124	737	-612
1.C.2.0.3	- - - - - Prestations sociales	3 485	263	3 222
1.C.2.0.4	- - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	612	7 618	-7 006
1.C.2.0.5	- - - - - Indemnités d'assurance dommage	1 195	342	853
1.C.2.0.6	- - - - - Coopération internationale courante	19 153	244	18 909
1.C.2.0.7	- - - - - Transferts courants divers	7 455	25 311	-17 856
1.C.2.0.7.1	- - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	- - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
<b>2.</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>150 371</b>	<b>228</b>	<b>150 143</b>
2.1	- - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	172	0	172
2.2	- - Transferts de capital	150 199	228	149 971
2.2.1	- - - Administration publique	98 992	0	98 992
2.2.1.1	- - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	- - - - Autres transferts de capital	98 992	0	98 992
2.2.2	- - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	51 207	228	50 979
2.2.2.1	- - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	- - - - Autres transferts de capital	51 207	228	50 979
<b>4.</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>2 571 383</b>	<b>2 883 605</b>	<b>-312 223</b>

## Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3. Compte financier		1 376 105	1 691 616	-315 511
5. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)		1 376 105	1 691 616	-315 511
3.1	- - Investissement direct	29 931	231 485	-201 554
3.1.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	20 034	98 088	-78 054
3.1.1.1	- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	15 623	51 483	-35 860
3.1.1.1.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 263	17 345	-9 082
3.1.1.1.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement)	2 683	4 351	-1 668
3.1.1.1.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	4 677	29 787	-25 110
3.1.1.2	- - - - - Réinvestissement des bénéfices	4 411	46 604	-42 194
3.1.2	- - - Instruments de dette	9 897	133 397	-123 500
3.1.2.1	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	2 583	58 347	-55 764
3.1.2.2	- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement)	-1 683	2 542	-4 225
3.1.2.3	- - - - Entre entreprises soeurs	8 998	72 509	-63 511
3.2	- - Investissements de portefeuille	267 092	30 688	236 404
3.2.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 358	20 799	-16 441
3.2.1.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	5 059	-5 059
3.2.1.4	- - - - Autres secteurs	4 358	15 740	-11 382
3.2.1.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	-25	4	-29
3.2.1.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLM	4 383	15 736	-11 353
3.2.2	- - - Titres de créance	262 733	9 888	252 845
3.2.2.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	249 388	0	249 388
3.2.2.2.1	- - - - - À court terme	186 379	0	186 379
3.2.2.2.2	- - - - - À long terme	63 009	0	63 009
3.2.2.3	- - - - Administrations publiques	0	27 684	-27 684
3.2.2.3.1	- - - - - À court terme	0	17 994	-17 994
3.2.2.3.2	- - - - - À long terme	0	9 690	-9 690
3.2.2.4	- - - - Autres secteurs	13 345	-17 796	31 141
3.2.2.4.0.1	- - - - - À court terme	-109 205	142 003	-251 208
3.2.2.4.0.2	- - - - - À long terme	122 550	-159 799	282 349
3.2.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	541	163	378
3.2.2.4.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	- - - - - - À long terme	541	163	378
3.2.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLM	12 804	-17 959	30 763
3.2.2.4.2.1	- - - - - - À court terme	-109 205	142 003	-251 208
3.2.2.4.2.2	- - - - - - À long terme	122 009	-159 962	281 971
3.3	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	- - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	- - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	- - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLM	0	0	0
3.3.0.1	- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	- - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	- - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	- - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	- - Autres investissements	1 086 530	1 429 443	-342 914
3.4.1	- - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	173 845	143 296	30 549
3.4.2.1	- - - - Banque centrale	0	13 691	-13 691
3.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0	13 691	-13 691
3.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	148 774	129 606	19 168
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	- - - - - À court terme	148 774	129 606	19 168
3.4.2.2.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	- - - - Administrations publiques	-1 185	0	-1 185
3.4.2.3.1	- - - - - À court terme	-1 185	0	-1 185
3.4.2.3.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	- - - - Autres secteurs	26 256	0	26 256
3.4.2.4.0.1	- - - - - À court terme	20 520	0	20 520
3.4.2.4.0.2	- - - - - À long terme	5 736	0	5 736
3.4.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLM	26 256	0	26 256
3.4.2.4.2.1	- - - - - - À court terme	20 520	0	20 520
3.4.2.4.2.2	- - - - - - À long terme	5 736	0	5 736

## Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	. - - - - Prêts	68 142	329 996	-261 853
3.4.3.1	. - - - - Banque centrale	0	7 174	-7 174
3.4.3.1.1	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	7 174	-7 174
3.4.3.1.2	. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	. - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	. - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	. - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	90 942	44 945	45 997
3.4.3.2.1	. - - - - - À court terme	12 231	21	12 210
3.4.3.2.2	. - - - - - À long terme	78 711	44 924	33 787
3.4.3.3	. - - - - Administrations publiques	0	143 822	-143 822
3.4.3.3.1	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	. - - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	. - - - - - Autres à long terme	0	143 822	-143 822
3.4.3.4	. - - - - Autres secteurs	-22 800	134 054	-156 854
3.4.3.4.0.1	. - - - - - À court terme	-16 624	102 758	-119 382
3.4.3.4.0.2	. - - - - - À long terme	-6 176	31 296	-37 472
3.4.3.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	1 681	-1 681
3.4.3.4.1.1	. - - - - - - À court terme	0	-1 135	1 135
3.4.3.4.1.2	. - - - - - - À long terme	0	2 816	-2 816
3.4.3.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-22 800	132 373	-155 173
3.4.3.4.2.1	. - - - - - - À court terme	-16 624	103 893	-120 517
3.4.3.4.2.2	. - - - - - - À long terme	-6 176	28 480	-34 656
3.4.4	. - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 185	1	1 184
3.4.4.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	. - - - - Autres secteurs	1 185	1	1 184
3.4.4.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	1 185	1	1 184
3.4.4.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	. - - - Crédits commerciaux et avances	300 115	412 619	-112 505
3.4.5.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	. - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4	. - - - - Autres secteurs	300 115	412 619	-112 505
3.4.5.4.0.1	. - - - - - À court terme	378 607	47 697	330 910
3.4.5.4.0.2	. - - - - - À long terme	-78 492	364 922	-443 414
3.4.5.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-39	2 452	-2 491
3.4.5.4.1.1	. - - - - - - À court terme	-39	0	-39
3.4.5.4.1.2	. - - - - - - À long terme	0	2 452	-2 452
3.4.5.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	300 153	410 167	-110 014
3.4.5.4.2.1	. - - - - - - À court terme	378 645	47 697	330 948
3.4.5.4.2.2	. - - - - - - À long terme	-78 492	362 470	-440 962
3.4.6	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	543 243	543 533	-290
3.4.6.1	. - - - - Banque centrale	0	42 616	-42 616
3.4.6.1.1	. - - - - - À court terme	0	42 616	-42 616
3.4.6.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	. - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	873	39	834
3.4.6.2.1	. - - - - - À court terme	873	39	834
3.4.6.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	. - - - - Autres secteurs	542 370	500 878	41 492
3.4.6.4.0.1	. - - - - - À court terme	383 106	318 991	64 115
3.4.6.4.0.2	. - - - - - À long terme	159 264	181 887	-22 623
3.4.6.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	. - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	542 370	500 878	41 492
3.4.6.4.2.1	. - - - - - - À court terme	383 106	318 991	64 115
3.4.6.4.2.2	. - - - - - - À long terme	159 264	181 887	-22 623
3.4.7	. - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	. - - - - Avoirs de réserve	-7 448	0	-7 448
3.5.1	. - - - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	. - - - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	. - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	. - - - - Droits de tirage spéciaux	-20 908	0	-20 908
3.5.3	. - - - - Position de réserve au FMI	14 049	0	14 049
3.5.4	. - - - - Autres avoirs de réserve	-589	0	-589
3.5.4.1	. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-589	0	-589
3.5.4.1.1	. - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	-582	0	-582
3.5.4.1.2	. - - - - - - Créances sur d'autres entités	-7	0	-7
3.5.4.2	. - - - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	. - - - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	. - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	. - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	. - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	. - - - - - Autres créances	0	0	0
6.	Erreurs et omissions nettes	-1 195 278	-1 191 989	-3 288

**Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions**  
(En millions de FCFA)

	Postes	2012	2013	2014	2015	2016
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	-82 860	-664 564	-493 237	-529 372	-462 365
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	-299 082	-788 236	-551 808	-601 466	-471 737
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	108 482	-328 836	-128 639	-142 726	-378
1.A.a.1	Marchandises générales	-1 056 536	-1 156 630	-932 356	-1 022 781	-1 096 591
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	35 988	57 039	68 070	19 950	39 360
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2 863	3 318	3 711	4 240	4 461
1.A.a.3	Or non monétaire	1 162 155	824 476	800 006	875 815	1 091 752
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359
1.A.b.3	Transport	-240 500	-299 701	-262 299	-283 918	-305 826
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-226 795	-287 142	-246 383	-257 825	-280 290
1.A.b.4	Voyage	3 732	4 326	1 327	3 775	4 006
1.A.b.0	Autres services	-170 796	-164 026	-162 197	-178 598	-169 539
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767
1.B.1	Revenus des salariés	-15 365	-13 639	-7 002	-7 861	-8 452
1.B.2	Revenus des investissements	-23 691	-77 756	-168 776	-189 767	-206 318
1.B.3	Autres revenus primaires	0	-1 855	-1 739	-1 850	-16 997
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	255 278	216 922	236 088	271 572	241 138
1.C.1	Administrations publiques	179 531	128 174	114 318	145 871	110 989
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires reçues</i>	165 892	119 100	98 936	124 830	81 198
1.C.2	Autres secteurs	75 747	88 749	121 770	125 701	130 149
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus</i>	99 294	144 282	123 407	128 596	132 492
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	137 779	238 412	200 189	153 774	150 143
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	75	-216	35	147	172
2.2	Transfert en capital	137 704	238 628	200 154	153 627	149 971
2.2.1	Administrations publiques	111 609	205 200	157 510	105 211	98 992
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	26 095	33 428	42 644	48 416	50 979
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	61 698	-282 935	-163 492	-654 867	-554 912
3.1	Investissements directs	-130 869	-213 412	-141 639	-128 764	-201 554
3.2	Investissements de portefeuille	-16 651	-6 917	86 180	-2 981	-7 925
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	209 218	-62 605	-108 033	-523 122	-345 433
3.4.0.3	Administration publique	-85 116	-35 516	-50 685	-89 179	-145 007
3.4.0.4	Autres secteurs	294 334	-27 090	-57 348	-433 943	-200 426
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	3 408	-3 800	-3 360	4 301	-3 288
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	-3 371	-147 018	-132 916	283 570	239 401
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	3 371	147 018	132 916	-283 570	-239 401
8.1	Banque centrale	41 442	193 296	143 872	8 207	70 927
8.2	Autres institutions de dépôts	-38 071	-46 278	-10 956	-291 777	-310 328

Source : BCEAO

**Annexe 7 : Compte de transactions courantes***(En millions de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-299 082	-788 236	-551 808	-601 466	-558 467
Biens	108 482	-328 836	-128 639	-142 726	-378
Services	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359
Revenus primaires	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767
Revenus secondaires	255 278	216 922	236 088	271 572	241 138
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-82 860</b>	<b>-664 564</b>	<b>-493 237</b>	<b>-529 372</b>	<b>-462 365</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons) (%)</b>	<b>-6,3</b>	<b>-15,7</b>	<b>-12,6</b>	<b>-14,0</b>	<b>-11,4</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons officiels) (%)</b>	<b>-4,5</b>	<b>-13,3</b>	<b>-9,7</b>	<b>-10,6</b>	<b>-8,1</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>5 700 577</b>	<b>5 902 383</b>	<b>6 119 568</b>	<b>6 162 492</b>	<b>6 704 185</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>-1,5</b>	<b>-11,3</b>	<b>-8,1</b>	<b>-8,6</b>	<b>-6,9</b>

Source : BCEAO

**Annexe 8 : Compte de biens et services***(En millions de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens et services	1 679 153	1 530 648	1 586 066	1 634 743	1 939 242
Importations de biens et services	1 978 235	2 318 884	2 137 874	2 236 209	2 410 978
<b>Balance commerciale de biens et services</b>	<b>-299 082</b>	<b>-788 236</b>	<b>-551 808</b>	<b>-601 466</b>	<b>-471 737</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>84,9</b>	<b>66,4</b>	<b>74,2</b>	<b>73,1</b>	<b>80,4</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>33,4</b>	<b>33,1</b>	<b>30,4</b>	<b>31,3</b>	<b>32,4</b>

Source : BCEAO

**Annexe 9 : Compte de biens***(En millions de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 694	1 676 361
Importations de biens	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 739
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>108 482</b>	<b>-328 836</b>	<b>-128 639</b>	<b>-142 726</b>	<b>-378</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>108,0</b>	<b>80,0</b>	<b>91,4</b>	<b>90,7</b>	<b>100,0</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>24,7</b>	<b>25,1</b>	<b>23,3</b>	<b>23,8</b>	<b>25,0</b>

Source : BCEAO

**Annexe 10 : Evolution des exportations de biens***(En millions de FCFA)*

<b>Postes</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Marchandises générales	299 308	487 531	558 577	517 639	580 148
<i>Dont réexportations</i>	35 988	57 039	68 070	19 950	39 360
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	2 863	3 318	3 711	4 240	4 461
Or non monétaire	1 162 155	824 476	800 006	875 815	1 091 752
<b>Total exportations de biens</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 315 325</b>	<b>1 362 294</b>	<b>1 397 695</b>	<b>1 676 361</b>

Source : BCEAO

**Annexe 11 : Exportations par principaux produits***(En millions de FCFA)*

<b>Postes</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Or non monétaire	1 162 155	824 476	800 006	875 815	1 091 752
Coton en masse	167 154	215 286	236 975	213 434	198 443
Graines de sésame	14 897	79 629	66 365	99 875	67 415
Fruits et légumes	16 730	25 736	21 320	51 573	67 087
Amande de karité	24 364	28 000	43 067	32 699	53 156
<b>Total exportations de biens</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 315 325</b>	<b>1 362 294</b>	<b>1 397 695</b>	<b>1 676 361</b>

Source : BCEAO

## Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EUROPE</b>	804 543	746 169	827 615	759 761	1 007 343
<b>UNION EUROPEENNE</b>	76 596	71 250	100 928	87 818	92 428
<b>ZONE EURO</b>					
France	33 506	31 326	46 797	38 706	37 188
Allemagne	1 910	3 731	3 114	4 039	6 354
Italie	790	1 280	1 541	446	1 325
Royaume-Uni	17 653	4 294	23 982	18 512	22 330
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>					
Suisse	716 784	683 170	701 134	651 357	889 462
<b>AFRIQUE</b>	211 115	221 154	242 594	225 408	230 937
<b>UEMOA</b>	<b>63 914</b>	<b>97 042</b>	<b>89 003</b>	<b>93 092</b>	<b>64 630</b>
Bénin	3 599	2 993	14 924	5 133	1 433
Côte d'Ivoire	19 149	21 582	16 231	14 351	11 550
Guinée-Bissau	0	24	0	0	13
Mali	27 143	47 896	35 019	26 042	13 016
Niger	7 327	13 605	17 326	20 380	10 299
Sénégal	3 510	4 207	495	3 478	4 314
Togo	3 186	6 733	5 008	23 710	24 005
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	25 015	38 976	47 138	46 248	40 846
Nigeria	613	612	1 636	286	114
Ghana	20 659	25 080	29 638	31 688	35 074
Guinée Conakry	555	749	1 494	1 061	1 946
<b>AMERIQUE</b>	18 999	5 202	4 372	8 305	11 955
USA	15 586	2 151	3 163	1 022	1 273
Canada	3 395	2 930	739	7 146	10 623
<b>ASIE</b>	112 686	246 930	221 011	331 816	335 359
Singapour	54 849	75 725	87 167	128 970	136 985
Chine	34 413	67 440	15 004	38 246	24 930
Japon	964	27 780	14 336	9 336	9 545
Inde	3 778	3 196	15 719	132 437	77 296
<b>Autres pays</b>	316 985	95 870	66 702	72 405	90 768
<b>TOTAL</b>	1 464 326	1 315 325	1 362 294	1 397 695	1 676 361

Sources: BCEAO, INSD

**Annexe 13 : Evolution des importations de biens***(En millions de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	1 355 844	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 739
Or non monétaire	0	0	0	0	0
<b>Total importations de biens</b>	<b>1 355 844</b>	<b>1 644 161</b>	<b>1 490 933</b>	<b>1 540 420</b>	<b>1 676 739</b>
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>22,9</b>	<b>26,0</b>	<b>24,4</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>

Source : BCEAO

**Annexe 14 : Importations par principaux produits***(En millions de FCFA)*

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Biens d'équipement	490 925	570 467	359 394	478 405	534 583
Produits énergétiques	472 390	554 585	521 310	454 656	425 722
Matières premières	263 108	295 918	278 363	281 563	290 634
Produits alimentaires	184 457	213 232	195 928	207 480	231 422
Produits chimiques	141 561	209 974	176 218	183 546	203 642
Produits divers	271 552	312 221	239 168	216 080	297 520
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>1 823 994</b>	<b>2 156 397</b>	<b>1 770 381</b>	<b>1 821 729</b>	<b>1 983 523</b>
<b>Total importations de biens FOB (après ajustement)</b>	<b>1 355 844</b>	<b>1 644 161</b>	<b>1 490 933</b>	<b>1 540 420</b>	<b>1 676 739</b>

Source : BCEAO

**Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2016***(En millions de FCFA)*

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	<b>129 315,2</b>
	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	<b>64 630,5</b>
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	<b>829 586,1</b>
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	<b>4 485,2</b>
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	<b>268 769,1</b>
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	<b>91 522,4</b>
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	<b>486 209,0</b>
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		<b>371 285,8</b>
	UEMOA	<b>202 713,2</b>	<b>514 713,9</b>	<b>224 641,9</b>	<b>37 442,6</b>	<b>718 876,1</b>	<b>164 704,4</b>	<b>185 231,4</b>	<b>197 479,6</b>	<b>2 245 803,2</b>

Source : BCEAO

## Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EUROPE</b>	644 486	768 872	589 347	681 263	570 422
<b>UNION EUROPEENNE</b>	572 815	728 672	578 812	606 283	507 576
France	152 841	184 717	184 603	161 004	159 507
Allemagne	61 498	77 256	49 477	51 151	59 313
Italie	26 639	29 689	23 083	40 109	33 265
Pays-Bas	54 744	184 553	131 181	141 774	88 610
Belgique	33 712	61 931	36 182	54 674	34 964
Royaume-Uni	144 891	76 426	59 681	31 221	24 723
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	53 797	53 797	55 861		
Suisse	10 905	4 384	9 244	3 565	3 013
<b>AFRIQUE</b>	509 385	731 242	786 187	564 578	533 092
<b>UEMOA</b>	342 180	559 773	671 737	496 100	514 714
Bénin	5 006	4 315	4 091	3 636	4 540
Côte d'Ivoire	151 476	329 435	359 850	316 217	294 190
Guinée-Bissau	0	0	4	0	1
Mali	52 952	42 299	70 386	44 467	65 958
Niger	7 896	55 695	99 048	18 545	19 277
Sénégal	37 752	33 378	33 618	27 074	32 970
Togo	87 098	94 651	104 741	86 161	97 778
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	87 993	91 795	89 652	90 411	124 316
Nigeria	37 710	12 644	12 440	7 279	7 357
Ghana	49 874	64 162	62 949	67 659	95 659
Guinée Conakry	272	213	176	158	267
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	64 779	64 779	82 534	106 571	82 775
<b>AMERIQUE</b>	226 462	214 714	114 758	188 938	224 764
USA	127 072	133 734	74 054	120 762	159 595
Canada	22 849	51 915	14 359	14 278	17 604
<b>ASIE</b>	398 468	437 168	271 593	380 673	649 298
Chine	161 604	209 570	209 008	221 431	286 370
Japon	52 194	60 448	40 568	46 640	48 907
Inde	62 841	100 794	69 932	61 909	102 987
Pakistan	996	4 674	6 850	4 083	1 770
Emirats arabes unis	5 269	8 831	7 954	5 903	6 763
Thaïlande	20 551	19 764	31 108	37 023	42 844
<b>Autres pays</b>	45 191	4 400	8 496	6 278	5 947
<b>TOTAL</b>	1 823 994	2 156 397	1 770 381	1 821 729	1 983 523

Sources: BCEAO, INSD

### Annexe 17 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Transport	-240 500	-299 701	-262 299	-283 918	-305 826
<i>Dont fret</i>	-226 795	-287 142	-246 383	-257 825	-280 290
Voyage	3 732	4 326	1 327	3 775	4 006
<b>Autres services</b>	-170 796	-164 026	-162 197	-178 598	-169 539
<b>Total services nets</b>	-407 564	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359

Source : BCEAO

### Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

(En millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	<b>19 236,2</b>
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	<b>40 734,6</b>
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	<b>50 402,4</b>
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	<b>5 100,2</b>
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	<b>35 577,4</b>
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	<b>20 041,2</b>
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	<b>15 805,7</b>
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		<b>23 682,3</b>
	UEMOA	<b>48 138,2</b>	<b>40 493,4</b>	<b>20 239,5</b>	<b>2 344,9</b>	<b>20 280,2</b>	<b>15 361,6</b>	<b>31 427,6</b>	<b>32 294,7</b>	<b>210 580,1</b>

Source : BCEAO

### Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	-15 365	-13 639	-7 002	-7 861	-8 452
Revenus des investissements	-23 691	-77 756	-168 776	-189 767	-206 318
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-12 992	-12 820	14 699	-15 874	-16 812
Autres revenus primaires	0	-1 855	-1 739	-1 850	-16 997
<b>Revenu primaire net</b>	-39 056	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767

Source : BCEAO

### Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	179 531	128 174	114 318	145 871	110 989
<i>Dont aide budgétaire reçue</i>	165 892	119 100	98 936	124 830	81 198
Autres secteurs	75 747	88 749	121 770	125 701	130 149
<i>Dont envois de fonds des travailleurs reçus</i>	99 294	144 282	179 699	211 510	132 492
<b>Revenu secondaire net</b>	255 278	216 922	236 088	271 572	241 138

Source : BCEAO

### Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016

(En millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Source : BCEAO

### Annexe 22 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	75	-216	35	147	172
Transferts de capital	137 704	238 628	200 154	153 627	149 971
Administration publique	111 609	205 200	157 510	105 211	98 992
<i>dont Dons projets</i>	<i>111 609</i>	<i>205 200</i>	<i>157 510</i>	<i>105 211</i>	<i>98 992</i>
Autres secteurs	26 095	33 428	42 644	48 416	50 979
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>137 779</b>	<b>238 412</b>	<b>200 189</b>	<b>153 774</b>	<b>150 143</b>

Source : BCEAO

### Annexe 23 : Evolution du compte financier<sup>10</sup>

(En millions de FCFA)

Postes	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-130 869	-213 412	-141 639	-128 764	-201 554
Investissements de portefeuille	-16 651	-6 917	86 180	-2 981	-7 925
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	209 218	-62 605	-108 033	-523 122	-345 433
<b>Solde du compte financier</b>	<b>61 698</b>	<b>-282 935</b>	<b>-163 933</b>	<b>-654 867</b>	<b>-554 912</b>

Source : BCEAO

10 Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

**Annexe 24 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements**
*(En millions de FCFA)*

Poste	31 déc. 2015	Autres flux	31 déc. 2016
<b>AVOIRS</b>			
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 178 749	0	1 606 294
Effets en recouvrement et à l'encaissement	-170 737	0	-115 691
<b>Total avoires en balance des paiements</b>	<b>1 008 012</b>	<b>61</b>	<b>1 490 603</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>			
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 015 571	0	1 204 163
Comptes exigibles après encaissement	-46 173	0	8 714
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>969 399</b>	<b>350</b>	<b>1 212 877</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>38 613</b>	<b>-289</b>	<b>277 726</b>
<b>VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>283 570 -</b>		<b>239 401</b>

*Source : BCEAO*
**Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette**
*(En millions de FCFA)*

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	5 748 968	61	7 125 134	1 376 105
1	Investissements directs	644 856	0	674 787	29 931
2	Investissements de portefeuille	1 932 970	0	2 200 062	267 092
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 129 979	0	4 216 509	1 086 530
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	291 714	0	465 559	173 845
4.3	Prêts	213 138	0	281 280	68 142
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	6 873	0	8 058	1 185
4.5	Crédits commerciaux	1 141 686	0	1 441 801	300 115
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 476 568	0	2 019 811	543 243
5	Avoirs de réserves	41 163	61	33 777	-7 448
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	30 950	20	10 062	-20 908
5.3	Position de réserve au FMI	7 072	42	21 162	14 049
5.4	Autres avoires de réserve	3 141	0	2 552	-589
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	8 475 539	350	10 134 923	1 659 033
1	Investissements directs	1 295 509	0	1 494 411	198 902
2	Investissements de portefeuille	1 614 624	0	1 645 312	30 688
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	5 565 406	350	6 995 199	1 429 443
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	216 613	0	359 909	143 296
4.3	Prêts	2 476 411	255	2 806 660	329 995
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 583	0	2 584	1
4.5	Crédits commerciaux	1 405 726	0	1 818 345	412 619
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 415 995	0	1 959 528	543 533
4.7	Droits de tirage spéciaux	48 079	95	48 173	0
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-2 726 572</b>	<b>-289</b>	<b>-3 009 789</b>	<b>-282 929</b>

*Source : BCEAO*

**Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2016**
*(En millions de FCFA)*

	Postes	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	33 777	1 456 826	4 431	5 630 100	35 961	5 594 138	7 125 134
1	Investissements directs				674 787		674 787	674 787
2	Investissements de portefeuille		964 457		1 235 604	27 849	1 207 755	2 200 062
3	Dérivés financiers				0	0	0	0
4	Autres investissements		492 369	4 431	3 719 709	8 112	3 711 596	4 216 509
5	Avoirs de réserves	33 777	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	33 777
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	10 062	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	10 062
5.3	Position de réserve au FMI	21 162	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	21 162
5.4	Autres avoirs de réserve	2 552	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	2 552
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	758 412	326 348	1 746 126	7 304 037	14 942	7 289 095	10 134 923
1	Investissements directs				1 494 411		1 494 411	1 494 411
2	Investissements de portefeuille		5 059	109 296	1 530 957	925	1 530 032	1 645 312
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	758 412	321 289	1 636 830	4 278 668	14 017	4 264 652	6 995 199
	<b>Position extérieure globale nette</b>	-724 635	1 130 478	-1 741 695	-1 673 937	21 020	-1 694 957	-3 009 789

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

**Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2016**
*(En millions de FCFA)*

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	3 076 574	1 947 272	2 101 289	7 125 134
1	Investissements directs	329 795	220 565	124 426	674 787
2	Investissements de portefeuille	1 450 581	435 645	313 835	2 200 062
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 388 697	1 291 061	1 536 751	4 216 509
5	Avoirs de réserves	-92 499	0	126 276	33 777
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	10 062	10 062
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	21 162	21 162
5.4	Autres avoirs de réserve	-9 754	0	12 306	2 552
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	2 650 209	2 981 403	4 503 311	10 134 923
1	Investissements directs	305 982	402 420	786 009	1 494 411
2	Investissements de portefeuille	839 305	321 765	484 242	1 645 312
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 504 922	2 257 217	3 233 060	6 995 199
	<b>Position extérieure globale nette</b>	426 365	-1 034 131	-2 402 022	-3 009 789

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)